

solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles · ☎ (02)513 66 26

N° 16 (1130) 10 avril 1996, 26^{ème} année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

2-3

L'école ne recule pas



INDEX

La dictature des barbelés

Manif de Bruxelles :
reportage en direct
..... P 2-3

"Tous les travailleurs FGTB sont avec nous"

J-M Ansciaux (CGSP)
..... P 4

Misère hallucinante en Russie

L'Unicef vante
la période Staline
..... P 10-11

Mais qui donc a peur de Mao Zedong ?

Human Rights Watch
financé par Rockefeller
..... P 15

Torturé par des policiers

Turan parle à un flic et
se retrouve à l'hôpital !
..... P 20

Sidérurgie supplément spécial

Clabecq en danger,
tous concernés

Surréalisme à Bruxelles : pendant que la police matraque les jeunes et les profs avec bestialité, dans un Parlement transformé en camp retranché, les députés PS et PSC votent contre le peuple. Et un journaliste RTBF informe que "le débat se déroule dans un climat serein". Malgré tout cela, le mouvement reste déterminé à casser le décret !



La dictature des barbelés

Peter Mertens et Pierre Izarra

“Comment se faire écouter si, en étant pacifique, on n’arrive pas à se faire entendre ? J’ai le visage brûlé par les gaz”, s’écrie Alex, délégué de classe, après la manif matraquée de Bruxelles.

Cela fait deux mois que professeurs et étudiants mènent ensemble une lutte exemplaire contre le diktat d’Onkelinx. Mais PS et PSC imposent l’état de siège. Et pendant que leur police attaque des milliers de manifestants, leurs 53 parlementaires votent le décret. Reportage sur la dictature des barbelés... (voir aussi p. 6, 7, 16, 17, 18)

Vingt heures d’état de siège pour voter le diktat Onkelinx

Témoignages à propos d’une intervention policière bestiale

Vingt heures d’actions. Plus de 80 arrestations, des dizaines de blessés. Tout cela n’a pas empêché le parlement de voter “sereinement” le décret. Belle leçon sur la démocratie capitaliste !

Minuit. Place du petit Sablon à Bruxelles. Sans doute une première mondiale : une manif à minuit ! Une centaine d’élèves et de profs manifestent pour le retrait du décret Onkelinx. La détermination est grande : «Nous ne sommes pas nombreux maintenant mais dans quelques heures nous serons des milliers pour empêcher le vote du décret».

Le cortège se dirige vers le PS. La manif de Liège a laissé des traces. Tout le monde a en tête les arrestations et poursuites judiciaires du 28 mars. Une étudiante à sa voisine : «Retourne-toi ! Il y a en un qui nous filme». On demande à un journaliste de montrer sa carte de presse, et un dirigeant de la manif lui explique : «Nous ne voulons pas des flics en civil prenant des photos pour nous arrêter par après». Après la manif, on a appris que la police a employé soixante caméras fixes !

Un bruit court : «Des profs bloquent le carrefour Arts-Loi». Une demi-heure plus tard, la manif rejoint ces profs. Une enseignante nous explique : «Nous sommes du Brabant. Chaque province doit bloquer un accès de la zone neutre.» Voilà qui dément les bruits selon lesquels l’action n’était pas organisée. A minuit, face aux piquets des profs, la gendarmerie installe les frises de cheval. Le blocus du parlement commence.

9h30. De plus en plus de monde. L’ambiance est calme mais déterminée. Une bagnole assez luxueuse essaie de se faufiler : «Regardez celui-là, il nous amène l’argent pour le refinancement dans son coffre !» Car les profs et étudiants étaient présents aussi pour obtenir le refinancement.

10h30. A Arts-Loi, un cordon de flics attaque les manifestants,

matraque en main. Un policier vise les lunettes de David, assistant à l’ULB (voir photo). Un autre jeune se retrouve le visage en sang.

Le climat a complètement changé. Trois personnes ont été arrêtées. Une femme crie : «Ne vous écartez pas du groupe. Ils arrêtent les personnes isolées !» Plus question de se déplacer seul et librement. A tout moment, les flics menacent de charger.

11h30. La manif de l’AGEB (élèves du secondaire bruxellois) part de la place Rouppe et rejoint la petite ceinture, soulageant ainsi les piquets enseignants. Devant 1.500 personnes, les flics se calment. Cela montre que, forts ensemble, nous pouvons faire plier le gouvernement.

**Le flic frappe :
“Cours, maintenant,
salopard !”**

14h00. Gare centrale. A l’appel des syndicats et de la FEF, une dizaine de milliers de personnes se mettent en route vers le parlement. A la porte de Namur, la répression atteint son paroxysme, les forces de l’ordre attaquent les gens...

Sophie témoigne : «Devant l’esplanade de la BBL, sans raison, la police de Bruxelles a chargé les manifestants de manière bestiale, avec des gestes de provocation, le doigt tendu. Ils criaient “Viens, si tu es un homme !” De jeunes flics en civil, déguisés en étudiants, couraient avec les étudiants et se retournaient soudain, lançant des gaz lacrymos au visage des gens et les tabassant ensuite avec de courtes matraques. J’en ai même vu un qui frappait avec un bâton sur un jeune en lui criant “Cours, maintenant salopard !”.

William a vu, durant la charge «un jeune policier plein de haine, la matraque levée, frapper et frapper. Un flic avait attrapé un calicot pour le refinancement et l’a déchiré de toutes ses forces, puis il s’est mis à danser dessus comme un fou».

Mais après huit semaines de grève et de manif réprimées, la colère éclate. Les pavés valsent, les gens



David Pestieau, assistant à l’ULB, un des premiers matraqués au carrefour Arts-Loi. Un policier l’a frappé de sang-froid sans aucun incident préalable.

résistent et attaquent les flics en criant : «Gestapo, Gestapo !» Un policier, tout en noir, leur répond en faisant le salut hitlérien. Quand les masses chantent «le fascisme ne passera pas», un militant CGSP s’exclame : «Mais il est en train de passer !»

Pierre a été bouleversé : «Les gendarmes se comportaient comme des nazis. La scène qui m’a le plus frappé, c’est une enseignante qui ne comprenait pas ce qui se passait. Elle pleurait les mains tendues vers les flics pour leur demander d’arrêter. Les flics l’ont tabassée et bousculée. C’était horrible !» Mais la solidarité est énorme : des centaines de gens accourent pour aider des camarades en difficulté. La foule devient maîtresse de la rue et se dirige vers le cabinet d’Onkelinx en scandant «Une seule solution, la révolution !»

Attention, flics look étudiant !

On croirait des étudiants : jeans, vestes de cuir, boucles d’oreille, cheveux peignés en arrière. Mais ne vous y trompez pas, ce sont les équipes spéciales d’arrestation.

Lorsque leurs collègues en uniforme chargent en rugissant, ils “prennent la fuite” avec les étudiants pour se retourner soudainement et propulser un nuage de gaz. Du gaz lacrymogène, en spray de la taille d’une main, mais aussi dans des flacons de la taille d’une bouteille de limonade. Axel : «Je me suis mis par terre tellement le visage me brûlait. Je ne savais plus respirer, mais j’ai réussi à partir en courant. Je ne voyais rien, je me cognais partout !»

Une fois le gaz répandu, ils foncent sur un étudiant, le tabassent à coups de matraque et l’arrêtent. Wilfried : «Des journalistes se sont fait gazer par les flics comme tous les autres. Les flics en civil arrivaient par derrière pour te frapper avec de petites matraques télescopiques et te plaquer au sol !»

Ces agents de police ne cessent de provoquer. Leur intervention exaspère les manifestants. Plusieurs étudiants arrêtés ont été libérés par la foule ! Même un jeune qui était déjà menotté a été arraché des griffes de ces flics en civil. Ses camarades l’ont placé sous leur protection et, plus tard, ils ont limé ses menottes.

«Ne parlons pas de "bavure", c'est beaucoup plus profond !»

Toute une école manifeste contre la répression

André Swinnen, professeur de religion au collège St Pierre, marche avec une de ses filles, des élèves, et une collègue dans la manifestation de Jette, ce matin du 5 avril. Toute l'école est dehors, plus de mille élèves, y compris les enfants de 5ème et 6ème primaires. Une action exceptionnelle, organisée par le comité des parents et le corps enseignant, avec la direction de l'école.

Trois jours plus tôt, lorsqu'André Swinnen (photo), un charmant instituteur, voulut quitter la manifestation, un policier est venu soudain le frapper à la tête. Par derrière. André est tombé inconscient et le flic a continué à le frapper violemment jusqu'à ce que le sang coule.

En tête de cortège, Michel Lenoir, enseignant, délégué du syndicat SEL : «Nous marchons aujourd'hui, non seulement pour notre collègue André, mais pour souligner tout ce qui c'est produit les dernières semaines, et surtout mardi passé. Ce matin, nous avons expliqué aux élèves ce que doit être la démocratie, et ce qu'elle est devenue chez nous. Ils ont vu eux-mêmes : des coups de matraque, leur prof en sang. Les jeunes sont révoltés. Nous avons expliqué le danger de tout ce qui se passe, le danger pour l'avenir. Nous avons vu comment les policiers se comportaient. On ne doit pas parler d'un incident, ou d'une "bavure". Ca va beaucoup plus loin et plus profond».

André Swinnen, le prof blessé, le confirme: «Les policiers parlent des casseurs. Ils parlent de dix personnes sur mille. Ce n'est pas



André Swinnen, tabassé par derrière : «Je n'ai vu de casseurs que du côté que de la police».

une excuse pour ce qui s'est passé». Que pense-t-il de ces "casseurs" dont on parle ? «Moi-même, je ne les ai vus que du côté de la police».

Profs, étudiants et parents, fraternellement unis...

Un peu plus loin dans la manif, deux femmes...

- "Vous êtes profs aussi?"

- "Non, nous accompagnons nos enfants. J'en ai trois dans l'école. Nous avons reçu une lettre pour venir à la manif. Et nous sommes là. Avec beaucoup de soucis pour

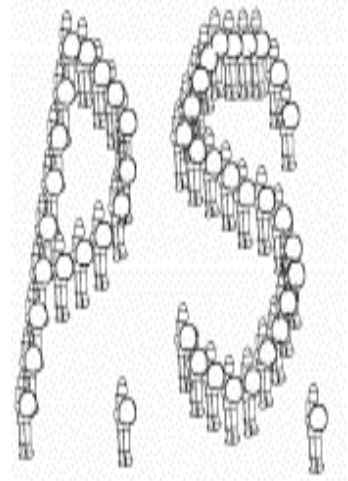
nos enfants. L'attitude des policiers nous indigne. Heureusement que mon gosse n'y était pas !"

- "Je trouve la réaction de l'école excellente. Tu sais, on casse l'outil, on casse l'avenir de nos gosses. On veut réaliser des économies, et surtout sur le dos de nos enfants. Il y a de l'argent en Belgique, j'en suis certain. Après Pâques, je trouve que les profs ne peuvent pas abandonner. La grève doit continuer."

Et la manifestation continue : profs, étudiants, parents, tous unis fraternellement contre le décret illégal, pour le refinancement.

PS, parti-matraque...

Comment se fait-il qu'à chaque manif le bâtiment d'un parti qui se dit ouvrier doit être protégé par une importante force armée ? Parce que chaque phrase de la chanson "Le PS défend l'école des riches, réduit l'encadrement, tabasse les étudiants" est devenue réalité. Mardi dernier, le PS a baissé son masque. Il est le parti des riches, prêt à imposer les réformes patronales en réprimant des dizaines de milliers d'étudiants et d'enseignants.



...et le peuple n'a rien à dire

Après huit semaines de lutte, Onkelinx reste sourde. Manifs et grèves ne l'ont pas fait bouger d'un pouce. Mardi encore, ils étaient tous unis, des milliers d'étudiants et enseignants, CSC et CGSP. L'ensemble de l'enseignement rejette son diktat. Entre-temps, "dans un climat serein, le Conseil de la Communauté française poursuit le débat", annonçait la RTBF-radio à 15 h. Ce "climat serein"

était protégé par des barbelés et l'état de siège. Rien n'illustre mieux les paroles de Marx, reprises par Lénine : "Décider une fois tous les quatre ans quel membre de la classe dirigeante doit représenter et fouler aux pieds le peuple au parlement, telle est la véritable essence du parlementarisme bourgeois." C'est cela, la démocratie dans notre pays : malgré une grève de deux mois, le peuple est piétiné.

PS, la voix des patrons

Le PS est le parti de la "démocratie" pour les patrons. On peut parler de tout, tant qu'on respecte les limites. Sinon, les masques tombent et on passe à la "dictature" pour le peuple. Quand le baron de l'acier Philippe Delaunois décrète «qu'une urgente et profonde restructuration de l'enseignement secondaire s'impose. Maintenir l'emploi, c'est le meilleur moyen de faire mourir une entreprise...» (Tendances, 2.11.95), Onkelinx s'empresse d'imposer son décret : réduction de la norme d'encadrement et licenciement de 3.000 profs.

Quand Michel Hahn, président de l'Union Wallonne des Entreprises, «réclame une démocratie musclée : celle où l'on respecte les règles du jeu». (L'Echo, 9.11.95), le PS d'Onkelinx et Vande Lanotte décrète l'état de siège autour de la comédie surréaliste du parlement : "la majorité" (constituée de 53 personnes) approuve le décret sur l'avenir de dizaines de milliers de jeunes et d'enseignants, qui à l'extérieur, sont matraqués par la police et la gendarmerie, parce qu'ils s'opposent au diktat. Voilà le "réalisme" du PS.

PS contre la rue

Un instituteur disait : «Ils votent, mais 90% de la population est contre». Busquin, président du PS, confirme : «Les lois n'ont jamais tenu compte de l'avis de la rue; elles sont à un moment donné l'expression d'un parlement». (Le Peuple, 4 avril) Le PS ment : les acquis sociaux n'ont pas été le résultat du

bavardage parlementaire, mais de la lutte des classes dans la rue. La journée de huit heures, le droit de grève, la Sécurité sociale ont été arrachés par des luttes violentes. La seule issue pour les enseignants et les jeunes est de poursuivre leur magnifique combat et de l'étendre aux autres travailleurs.

PS, parti des riches

"Pour une société plus juste", proclamait le PS aux élections, appelant tous les progressistes à le soutenir comme une "grande force de gauche". A présent, on voit mieux à quoi le parti socialiste utilise sa force. Un jeune étudiant bruxellois, libéré par les masses des griffes de policiers en civil, racontait avec émotion : «Et moi qui ai encore voté PS aux dernières élections, comment ai-je pu être si con ?». Le PS coorganise le transfert annuel de 650 milliards de francs

des poches des familles travailleuses vers les familles et les clans les plus riches. Des centaines de manifestants ont scandé : «De l'argent, il y en a, dans les caisses du patronat», en passant devant la FEB.

Alors que de plus en plus de travailleurs sont jetés à la rue et sombrent dans la misère, les ministres PS ont offert en 1995 une année record pour les bénéfices des entreprises et des banques : cent milliards de plus qu'en 1994.



Les pompiers aux flics : Non !

Lorsque les gendarmes eurent vidé leurs autopompes contre la précédente manif des étudiants, à Liège, il y a deux semaines, ils se rendirent chez les pompiers pour les faire remplir. Refus clair et net. Le communiqué de presse des pompiers explique pourquoi...

«Le service d'incendie de Liège... a pour mission exclusive de protéger la population dans le cadre de ses vingt-deux missions. En aucun cas les corps de pompiers n'accepteront de

collaborer de façon directe ou indirecte à une action répressive quelle qu'elle soit. Nos missions s'effectuent avec le même courage sans distinction de race, sexe, religion ou appartenance philosophique. Nous pensons légitimement que la population nous reconnaît ce mérite.»

Un exemple pour tous les pompiers et travailleurs d'entretien : refusez de participer à la politique gouvernementale de répression contre le peuple !

Slogans entendus...

Droits de reproduction libre :
- Nous avons décidé, le décret est retiré.
- De l'argent, il y en a : dans les caisses du patronat !
- Qui sont les casseurs ? Le gouvernement et ses armes ! N'arrêtez pas les jeunes, mais le PS et ses gendarmes !
- C'est pas au parlement, c'est pas en négociant, c'est pas dans les salons qu'on obtient satis-

faction. C'est dans la rue, c'est dans l'action.
- Des vaches folles, il y en a, dans tous les commissariats. Abattez le cheptel, c'est une maladie mortelle.
- La loi de la rue, pas la rue de la Loi.
- Récoltez - pour acheter - des cerveaux - aux policiers
- Une seule solution, c'est la révolution !

EDITORIAL

Demandez
l'original

Herwig Lerouge

La violence du peuple est une réaction justifiée à celle du capital et de son gouvernement. N'est-ce pas de la violence de traiter uniquement par le mépris une lutte qui dure depuis des mois ? De refuser toute négociation avec les syndicats si ce n'est que sur la façon de liquider 3.000 emplois ? De laisser aux enseignants des classes surpeuplées de jeunes sans avenir ? D'extorquer 14 milliards à l'enseignement pour les distribuer au patronat dont les bénéfices ont augmenté de 100 milliards en une année ? Et comment appelle-t-on l'envoi d'une police provocatrice et surarmée contre ceux qui protestent contre ces violences ? De la "démocratie" ?

Et ces bourgeois accusent le PTB d'inciter les jeunes et les enseignants à la violence. Ceux-ci ont appris que «le Conseil de la Communauté française a voté «dans un climat serein» un décret auquel s'oppose l'immense majorité des enseignants, des étudiants et des parents depuis des mois. Ce 2 avril, ils sont venus à Bruxelles, pour manifester devant le Parlement. Tous voulaient exprimer leur colère face au cynisme du PS et du PSC. Personne n'avait besoin du PTB ou de Rebelle pour leur souffler cette idée.

Mais le PTB peut les aider à comprendre ce qui leur arrive. Ces prof et ces étudiants ont donné ou suivi des heures de cours sur les vertus de notre système démocratique. Ils se sont crus heureux de ne pas vivre dans une dictature. Aujourd'hui, nous pouvons leur ressortir ces vérités du marxisme sur la démocratie bourgeoise.

«Dans la démocratie bourgeoise, mille barrières empêchent les masses travailleuses de participer au Parlement bourgeois... et les ouvriers savent et sentent, voient et comprennent parfaitement que le Parlement bourgeois est une institution qui leur est étrangère, un instrument d'oppression des prolétaires par la bourgeoisie». (1) Dans le débat à la Communauté, tous les partis étaient d'accord sur l'essentiel : pas de refinancement aux frais du patronat ou des banques. Quelle différence s'il y avait eu un député du PTB !

Au-dehors, ceux qui défendaient un autre point de vue se faisaient tabasser. Quelle meilleure illustration de la thèse de Lénine : «Le parti dominant de la démocratie bourgeoise n'accorde la protection de la minorité qu'à un autre parti bourgeois, tandis que le prolétariat, dans toute question sérieuse ne reçoit en guise de protection de la minorité que l'état de siège ou les massacres» (1). Et on traite maintenant de casseurs les militants du seul parti qui ne se soumet pas au cadre dans lequel la bourgeoisie veut restreindre le débat.

Si vous voulez connaître le PTB, venez voir vous-mêmes. Venez à la fête du Premier Mai. Contactez-le. Ne vous fiez pas à la version que vous en donnent ses et vos ennemis.

(1) Lénine, *Le Renégat Kautsky*, Bureau d'Éditions, Paris.

Vande Lanotte exécute le programme fasciste !

Le gouvernement reprend 10 des 12 points du Vlaams Blok

«Nous avons un programme en 70 points sur l'immigration. Vous en avez déjà exécuté 12, les 58 autres suivront», triomphait le député fasciste Filip De Man, lors du vote de la loi Vande Lanotte.

Kris Merckx
et Norbert Van Overloop

Quand le Vlaams Blok a sorti son programme en 70 points sur l'immigration en 1992, la commissaire royale Paula Dhondt l'a qualifié de "roman d'horreur". Les "partis démocratiques" du Conseil Flamand l'ont condamné comme "inspiré par les lois nazies de Nuremberg". Depuis, ces mêmes partis ont exécuté 12 points de ce programme : «ne pas accorder le droit de vote aux immigrés», ainsi que tous les points concernant les réfugiés. Depuis



Le ministre de l'Intérieur Vande Lanotte et derrière lui, le député Vlaams Blok Dillen. Les mesures du gouvernement contre les immigrés et réfugiés ont été soufflées par les fascistes.

le vote de la loi Vande Lanotte sur les réfugiés jeudi dernier (voir p. 5), le gouvernement a réalisé 10 des 12 points du Vlaams Blok en la matière. L'an dernier, le ministre de l'Intérieur Vande Lanotte (SP) avait

répondu à une interpellation du sénateur Vlaams Blok Verreycken sur la politique des réfugiés : «Vous avez énuméré tout ce que nous devons faire, et bien, nous le faisons.» (1) Ce "socialiste" a tenu promesse

devant les fascistes. La comparaison objective ci-dessous des revendications du Vlaams Blok et des mesures gouvernementales le prouve.

1. Annales Parlementaires, Sénat, 9 février 1995.

Mesures du Vlaams Blok...

1. Point 41. «Expulser et rapatrier effectivement les illégaux. Pour le moment, quelques dizaines d'illégaux par an seulement sont obligés de quitter le pays.»
2. Point 46. «Création de centres d'accueil fermés pour les réfugiés clandestins. Rarement des candidats réfugiés politiques à qui le statut a été refusé sont effectivement expulsés du pays.»
3. Point 43. «Réformer la procédure d'expulsion des candidats réfugiés politiques refusés pour qu'ils soient effectivement expulsés.»
4. Point 45. «Augmentation du budget rapatriement. Le Vlaams Blok propose d'augmenter ce budget de 40 à 200 millions et de comprimer les frais en assurant les retours à bord de C-130 Hercules de la force aérienne.»
5. Point 44. «Suppression du principe de la non-expulsion. Les enfants d'illégaux qui sont nés en Belgique ou y fréquentent l'école ne sont pas expulsés avec leurs parents. Dans la pratique, cela signifie que les parents résidant illégalement dans le pays ne sont pas expulsés eux non plus.»
6. Point 33 : «Introduction de contrôles frontaliers plus sévères. C'est la seule manière d'arrêter le flux d'illégaux et de prétendus réfugiés politiques, ou du moins de le freiner.»
7. Point 37 : «Ecourter radicalement la procédure de reconnaissance. Une décision doit intervenir dans un délai de trois mois après l'introduction de la demande.»
8. Point 36 : «Suppression du droit au travail pour les candidats réfugiés politiques. Les réfugiés politiques reconnus en bénéficieront.»
9. Point 67 : «Le retour ne pourra s'effectuer qu'après la rédaction et la signature d'un certain nombre d'accords bilatéraux entre notre pays et les pays d'origine.»
10. Point 38 : «Créer des centres d'accueil fermés pour les demandeurs d'asile. La libre circulation dans notre pays n'est accordée qu'après l'octroi du statut de réfugié.»

...réalisées par le gouvernement

1. Vande Lanotte veut parvenir à expulser, d'ici 1998, 15.000 réfugiés par an, soit 41 par jour. En 1993, il y a déjà eu 2.927 déportations et en 1995 deux fois plus (6.109).
2. Création du centre de détention 127 bis à Steenokkerzeel, du "Refuge" à Bruges, du Centre pour les illégaux à Merksplas et bientôt à Vottem. Le projet de loi Vande Lanotte permet la détention pour une durée illimitée.
3. La police vérifie systématiquement si les réfugiés déboutés ont effectivement quitté le pays. Depuis 1995, un "registre d'attente" permet de connaître leur dernière adresse.
4. Un C-130 a déporté des Somaliens vers leur pays en guerre. Tobbacq : «Si demain j'étais confronté à la même situation, je prendrais la même décision.» (Humo, 5.3.96). Nombre d'expulsions en hausse = budget des rapatriements en hausse.
5. Vande Lanotte : «L'année dernière nous avons dénombré 320 mineurs d'âge (sans accompagnateurs ou parents). Si nous leur accordons un statut spécial, il y en aura sans aucun doute 1.000 l'an prochain. Il est exclu qu'ils le reçoivent.» (De Standaard, 9.2.96)
6. Amendes et sanctions envers les sociétés qui transportent des illégaux alourdis. La Sabena a signé un protocole : elle contrôlera plus sévèrement les documents de voyage.
7. Ministère de l'Intérieur : «prendre une décision dans les 2 à 3 mois pour les demandes irrecevables ou manifestation non fondées ou endéans les six mois en cas d'examen sur le fond.»
8. Depuis 1993, le droit au travail est supprimé pour les candidats réfugiés politiques dont la demande a été déclarée irrecevable.
9. Un ambassadeur a été nommé qui a pour charge de négocier des accords de rapatriement avec les pays dont proviennent de nombreux réfugiés.
10. Le projet de loi Vande Lanotte veut enfermer tous les réfugiés dans des centres "ouverts". Ils permettront leur transfert rapide vers les centres fermés en vue de leur expulsion.



entièrement exécuté



partiellement exécuté

Hystérie anti-islamiste

«Terreur islamiste en Belgique» titrait le journal Het Volk sur toute la largeur de la une. En annonçant que les gangsters de Roubaix, dont l'un avait été abattu à Courtrai, étaient selon le substitut Louis Deneckere «peut-être des intégristes islamiques, car on a trouvé dans leur voiture le journal Al Ansar, organe du groupe terroriste algérien GIA».

Les «journaux de qualité» belges et français avaient déjà évoqué une «piste intégriste», parce que les gangsters avaient apposé un autocollant «intégriste» sur leur voiture. Et qu'à leur domicile on avait trouvé... le Coran (présent dans un million de familles en France !). Deux jours plus tard, le substitut courtraisien a reconnu qu'il s'agissait d'un sinistre poisson d'avril. «Suite à un malentendu, j'ai commis une erreur, affirme-t-il. On n'a pas trouvé de journal Al Ansar dans la voiture, mais un petit agenda avec des citations du Coran.» (De Morgen, 4 avril) Voilà donc comment un magistrat «explique» sa contribution à la montée du racisme anti-arabe.

Carrousel des bénéfiques

Le carrousel des bénéfiques tourne à plein régime. Le bénéfice de la Société Générale pour 1995 ? Dix milliards (+10%). Etienne Davignon, président du conseil d'administration, s'est aussi vanté que, depuis 1988, la Générale a investi soixante milliards dans ses participations existantes et trente milliards dans de nouvelles acquisitions. Au total, nonante milliards en huit ans. (L'Echo, 2 avril)

Ne disiez-vous pas, Madame Onkelinx, qu'il n'y a pas d'argent en Belgique ?! Par ailleurs, Solvay a réalisé un bénéfice de douze milliards en 1995, 1.475 francs par action contre 800 francs en 1994 (+ 56 %). (L'Echo, 5 avril)



Avec Willy Claes, Coëme décore le milliardaire Frère. Le jugement contre Coëme n'est donc pas une «vengeance des capitalistes». Il veut au contraire restaurer la confiance dans les partis procapitalistes.

Coëme coupable et bouc émissaire

Il ne mérite aucune pitié après l'arrêt Unisop

La Cour de cassation a prononcé un jugement «sévère» en démettant l'ancien vice-premier ministre Guy Coëme de ses droits politiques et civils pour cinq ans. Ce qui brisera peut-être sa carrière politique. Mais mérite-t-il pour autant qu'on s'apitoie ?

Kris Merckx

La Cour de cassation a condamné Coëme pour «faux, usage de faux, escroquerie et corruption passive» dans l'affaire Unisop. Ce bureau avait effectué durant les années 80 des études surtout pour le compte de ministres PS. En surfacturant ses prestations. Ainsi, juge le tribunal, Coëme a pu «sacrifier des deniers publics au profit de son parti et la promotion de son image». Avec l'argent d'Unisop, Coëme avait notamment rémunéré sa conseillère en relations publiques. Cette fraude est une infraction grave. Elle démontre que le PS ne fonde pas sa force politique sur les travailleurs mais sur

l'argent. Et que ce parti touche, de manière légale ou frauduleuse, des fonds de l'Etat capitaliste ou des entreprises. Le PS est aussi pourri que le capitalisme qu'il défend.

En même temps, Coëme sert de bouc émissaire. Philippe Moureaux (PS) et Willy Claes (SP) ont également commandé des «études» auprès de l'Unisop. La Chambre les a protégés contre toute poursuite judiciaire. Coëme est la victime expiatoire. Grâce à quoi, les partis bourgeois créent l'illusion qu'ils ont rompu avec les sombres pratiques des années 80.

Coëme pourrait se pourvoir devant la Cour européenne de Strasbourg et mettre en cause la

procédure belge en matière de poursuites judiciaires contre les ministres. Cela pourrait avoir pour effet que le futur procès Agusta - beaucoup plus important - s'enlise définitivement dans des querelles de procédure interminables. Si Coëme accepte de jouer ce double rôle, on lui assurera sans doute un avenir.

S'apitoyer sur le sort de Guy Coëme serait tout à fait déplacé. Surtout parce qu'en tant que vice-premier ministre il a été entre 1988 et 1994 le promoteur d'une politique antisociale criminelle. Comme ministre des entreprises publiques, il a été à l'origine de la «loi du 21 mars» (et d'une loi similaire pour les agences publiques de crédit). Cette loi a permis les privatisations intervenues depuis : Belgacom, CGER, Distrigaz, SNCI... Comme ministre de la Défense il a organisé la participation belge à la guerre du Golfe, lors de laquelle 150.000 Irakiens ont été massacrés.

EN BREF

L'enquête sur la bande du Brabant boycottée

Les professeurs Fijnaut et Verstraeten de la KUL, chargés par le ministre de la Justice De Clerck d'examiner les fautes commises dans l'enquête judiciaire sur la bande du Brabant, ont rendu leur tablier. A cause du refus de collaboration des procureurs généraux de Mons et de Charleroi. Ceux-ci invoquent le secret professionnel tout en se sachant soutenus par Jacques Velu, procureur général de la Cour de cassation.

Ils ont aussi constaté que le dossier (350.000 pages) est dans le désordre le plus complet. Lorsque le ministre s'est rendu à Mons, pour vérifier la situation, le procureur général Demanet l'a trompé, ne lui montrant que la partie du dossier qui était classée (De Morgen, 5 avril).

La bande du Brabant a assassiné 28 personnes. Des indices très clairs font penser qu'il s'agissait d'une terreur d'extrême droite visant à provoquer un renforcement de l'appareil répressif. Mission réussie... Le sommet de l'appareil judiciaire a, dès le début, boycotté les enquêtes sur ce complot. Ce fait incite beaucoup de personnes à se poser des questions sur le caractère «démocratique» de notre Etat. (KM)

Spitaels mouché par les pépés FGFB

La Wallonie (30 mars) relate les réactions des prépensionnés et pensionnés de l'Interrégionale FGFB aux propos de Spitaels contre le tabou de l'âge en matière de pension : «Votre revendication de relever l'âge de la prépension, déclarent-ils, n'est rien d'autre qu'un cadeau aux entreprises. Elle vise à permettre aux bien nantis (cadres, magistrats, hauts fonctionnaires, hommes politiques...) de poursuivre au-delà de l'âge normal de la retraite une carrière professionnelle valorisante sur le plan social et pécuniaire.»

Fausse Wallonie ?

La Wallonie du 29 mars, était-ce une fausse Wallonie? Sa couverture était entièrement achetée par le grand magasin Cora. La vraie première page se trouvait en page 3 et c'est seulement là qu'on trouvait le commentaire sur la manifestation de la veille à Liège. Sous le titre «Le 28 mars n'a pas répété le 28 novembre. Peu de casse sauf dans les coeurs».

La Wallonie n'appartient pas au PS mais à la Fédération des métallurgistes FGFB de la province de Liège. Pourtant, au lieu de protester contre la répression et exiger la levée de toute poursuite, le journal se prête à faire la publicité pour un patronat qui, il y a deux ans, a tenté de licencier la déléguée principale SETCa, Carla Nona !

Maike Seghers doit être acquittée

Mardi 16 avril, à 8h45, le tribunal correctionnel de Bruxelles se prononcera dans le procès Sabena contre Maike Seghers, déléguée CSC-CCSP licenciée. Accusée de violence et faux en écriture, elle a comparu, en compagnie d'un témoin en sa faveur et d'un autre travailleur de Sabena. Plus de cent syndicalistes sont venus témoigner leur solidarité. Car l'enjeu est de taille pour le mouvement syndical : chaque patron pourra-t-il désormais criminaliser le travail syndical en se constituant partie civile pour n'importe quelle plainte et faire glisser l'affaire du tribunal du travail au tribunal correctionnel ? (GB)

Venez au procès, mardi 16 avril à 8h45, Palais de Justice, Bruxelles.

La loi anti-réfugiés est approuvée

Le gouvernement piétine «démocratiquement» les protestations

Enrico De Simone

La Chambre a approuvé pratiquement telle quelle la nouvelle loi anti-réfugiés du ministre Vande Lanotte. Tous les grands partis ont voté pour.

La loi sur le droit d'asile avait été fortement critiquée de divers côtés ces derniers mois. Mais le gouvernement a «démocratiquement» piétiné ces protestations. La loi n'a été adaptée que sur quelques points. La durée d'enfermement des clandestins,

illimitée selon la nouvelle loi, pourra être ramenée à un maximum de huit mois après 1998. Celui qui prête assistance à des clandestins pour raisons humanitaires, ne pourra être poursuivi de ce fait. Mais le reste de la loi n'a pas bougé : obligation pour tous les demandeurs d'asile de séjourner dans des centres «ouverts» d'où, après rejet de leur demande, ils pourront être transférés aux centres fermés, suppression de toute allocation aux refusés,

renvoi des étudiants sans moyens d'existence...

Le Vlaams Blok a voté contre la loi légèrement amendée. Il trouve que les changements minimes vont trop loin. Il exige des poursuites contre tous ceux qui aident les clandestins pour raisons humanitaires. Le Blok a introduit comme amendement... le texte d'origine du projet du ministre Vande Lanotte ! Voilà qui en dit long sur les fascistes, mais surtout sur le parti socialiste ! Cela prouve

que nos social-démocrates recopient le programme fasciste. L'approbation de cette loi n'étonne pas. Tous les grands partis, socialistes en tête, sont d'accord sur l'essentiel : il faut dissuader les réfugiés de venir en Belgique, et ceux qui ont réussi à atteindre notre pays, il faut les chasser au plus vite par tous les moyens. Par cette loi, la social-démocratie signe une nouvelle agression contre les droits démocratiques, une nouvelle fascisation de l'Etat.

Profs et étudiants peuvent gagner !

Réponse à quelques démagogies du Parti Socialiste

Le décret est "voté". Mais ni la comédie sur-réaliste du parlement, ni les autopompes, ni la violence policière ne pourront arrêter ce mouvement. Enseignants et étudiants poursuivent la lutte après Pâques ! Ils comptent sur le soutien des autres travailleurs.

Jeanine Tips et Peter Mertens.

La CGSP-enseignement a déjà décidé "afin d'obtenir le refinancement de l'enseignement, de poursuivre ses actions de résistance au gouvernement de la Communauté française, au Parti Socialiste et au Parti Social Chrétien, par l'organisation de grève tous niveaux, lundi 22 avril 1996, jour de la rentrée des vacances de Printemps."

Le mouvement continue donc, et comment ! La CGSP-Enseignement a annoncé une grève générale "pour le mardi 30 avril 1996, veille d'un 1er Mai de lutte pour tous les travailleurs de l'enseignement." D'autres suivront l'exemple. Le gouvernement PS a pour seule arme la dictature. L'arme et la force des enseignants et des étudiants, c'est leur défense des intérêts des jeunes et de l'ensemble de la classe ouvrière. Radicaliser le mouvement signifie s'adresser en premier lieu à ceux qui peuvent frapper au coeur de la production du pays : les ouvriers.

Comment le PS dresse les travailleurs et les jeunes les uns contre les autres

Pour connaître leur force, nous devons observer les manoeuvres de l'adversaire. Le PS, qui a voté le décret de l'enseignement, lance également une campagne de division parmi les travailleurs, visant à monter les différents secteurs les uns contre les autres :

les sidérurgistes de Clabecq contre ceux de Cockerill-Sambre, les ouvriers contre les enseignants. A propos des Forges de Clabecq, le ministre PS Collignon déclarait qu'il ne faut pas injecter de l'argent dans un puits sans fond. Aux enseignants en lutte, le PS répond qu'il y a d'autres problèmes que celui de l'enseignement. Ainsi, le président du PS Busquin affirme-t-il : "Rediscuter avec le fédéral pour un refinancement est impossible, parce qu'il y a des problèmes bien plus graves qu'il faudra discuter pour la Communauté française et la Région wallonne et bruxelloise : Sécurité sociale, redéploiement industriel..." (1) Comme si le refinancement de l'enseignement était en contradiction avec celui de la Sécu ! Ni les enseignants, ni les jeunes, ni les travailleurs et demandeurs d'emploi n'ont intérêt à se laisser ainsi diviser. A eux de s'unir pour un enseignement valable, pour l'emploi et le maintien de la Sécurité sociale, aux frais des riches.

Les ouvriers ont toutes les raisons de se joindre à la lutte exemplaire de leurs enfants et des professeurs de leurs enfants. La détermination des enseignants et étudiants est un exemple pour tous les travailleurs rejetant les chantages à l'austérité. Ils refusent de sacrifier l'index contre des emplois. Ils refusent ce que Dehaene voudra bientôt imposer à l'ensemble du monde du travail. Ils refusent la solidarité dans la misère que le PS veut leur imposer. La détermination des jeunes et des



La lutte des jeunes a empêché le PS de préparer le démantèlement de la Sécu et de l'index. Une raison de plus pour que les ouvriers rejoignent la lutte.

enseignants est également une barrière contre le démantèlement de la Sécurité sociale et de l'indexation salariale. Le magazine néerlandophone Knack devait le reconnaître : «Suite à l'inquiétude à propos des réformes dans l'enseignement, la marge de manoeuvre du Parti Socialiste est très réduite. Certainement pas suffisante pour une réforme de la Sécurité sociale et un démantèlement éventuel du système de l'index.» (2) Ces jeunes et ces enseignants qui se battent depuis des semaines avec une créativité et une combativité inouïes, se battent donc pour les intérêts de l'ensemble des travailleurs !

En 1982, les sidérurgistes ont envahi la capitale pour défendre

leur emploi. Les flics sont intervenus avec violence. Les sidérurgistes ont réagi en disant : "C'est cela la démocratie ? Tu défends tes intérêts et on te matraque. Les ministres devraient de temps en temps en attraper sur la gueule."

Pourtant, ce sont les mêmes patrons qui empochent de tous les côtés !

Voilà les alliés des jeunes et des enseignants. Que ceux-ci aillent donc trouver les ouvriers, comme l'ont déjà fait des écoliers bruxellois et des enseignants liégeois. Pour leur expliquer leur combat et

leur dire qu'ils se battent pour leurs enfants.

Les ouvriers et les syndicalistes quant à eux peuvent adresser des motions de solidarité (voir ci-contre), se rendre aux piquets des écoles et participer avec leur drapeaux et leurs panneaux aux manifestations de l'enseignement. Et surtout, qu'ils mettent la pression sur le patronat. Car ce sont les patrons qui empochent les transferts budgétaires, ce sont les patrons qui veulent détruire l'enseignement pour le peuple.

(1) Le Peuple, 04.04. (2) Knack, 20.03.

De ces négociations, rien de bon ne peut sortir

Les écoles de Bruxelles continuent après les vacances

Jeannine Tips

Le contre-plan d'économies CSC est destiné à "racheter" les trois mille emplois d'enseignants, dont le décret Onkelinx programme la suppression dans le secondaire. Comment la CSC pense-t-elle réaliser ces milliards d'économies ? Son contre-plan a proposé d'abord une diminution d'1 % sur la prochaine indexation. Puis, la pension obligatoire à 60 ans. Enfin, le partage du travail par des 4/5 temps.

Les économies réalisées par ces deux dernières mesures devraient permettre de remplacer les postes libérés par de jeunes profs, moins "chers". Lors des "négociations" de jeudi passé, il est apparu que ces pistes CSC réaliseraient une austérité d'1,3 milliard. Ce qui entraînera la perte de 2.200 emplois. La CGSP est opposée à la

diminution des salaires, refuse la pension obligatoire à 60 ans, et exige le maintien de l'emploi grâce au refinancement par le fédéral. Elle revendique la prépension à 50-55 ans à négocier avec l'Etat fédéral. Elle se prononce pour le travail mi-temps sur une base volontaire (ce qui devrait sauver 500 emplois).

L'Exécutif de la Communauté française n'en démord pas : il maintient son cadre d'économies de 14 milliards et s'accroche à la suppression de 2.800 emplois dans le secondaire, cinq cents dans le supérieur, et cent dans l'enseignement de promotion sociale. Le comble : le gouvernement entend remplacer l'emploi statutaire, gagné par les économies découlant des propositions syndicales, par de l'emploi non statutaire ! Syndicats et gouvernement se reverront le 15 avril. Mais Onke-

linx a déjà annoncé qu'elle ne soumettra aucune autre proposition que celle des syndicats.

Les propositions syndicales ne peuvent pas diviser les travailleurs !

La coordination des écoles de Bruxelles s'est réunie jeudi 4 avril. Trente-quatre écoles, surtout du libre, étaient présentes. Elles ont décidé de poursuivre les actions pendant les vacances. Elles veulent montrer qu'elles refusent la modération salariale. Des représentants du monde non marchand (centres PMS, crèches, organisations socio-culturelles) ont souligné que si les enseignants acceptaient la modération salariale, c'était la porte ouverte à une

attaque contre tous les autres secteurs.

En effet, de ces négociations, rien de bon ne peut sortir. La proposition Miller (CSC) doit être repoussée. Ceux qui ont un travail ne sont pas des "privilegiés" qui doivent céder une partie de leur salaire en "solidarité". La ligne de démarcation ne se trouve pas entre ceux qui ont un travail et ceux qui n'en ont pas. Elle se trouve entre les travailleurs et ceux qui disposent du capital. Ce ne sont pas à ceux qui travaillent de payer pour l'emploi, mais à ceux qui disposent du capital. C'est cela la réelle solidarité.

Nous appelons les enseignants CSC à ne plus accepter des négociations sur base d'une modération salariale. La lutte magnifique des enseignants et des jeunes s'est engagée sur le principe du maintien de tous les emplois. Ne

dévions pas de cet objectif : maintenir tous les emplois est nécessaire, et pour les enseignants, et pour la qualité de l'enseignement.

VW soutient

La délégation FGFB de Volkswagen Forest soutient les enseignants en grève. «C'est un combat interprofessionnel», estime le syndicat, qui veut un refinancement de l'enseignement couvert par «un impôt sur la fortune et le grand capital, une taxation réelle des bénéfices des entreprises et la lutte contre la fraude et l'ingénierie fiscale.» (Le Soir, 6 avril)

"Tous les travailleurs affiliés à la FGTB sont avec nous"

J-M Ansciaux, interviewé à la RTBF : Pas question de capituler !

Vendredi 5 avril, au lendemain des négociations, le président de la CGSP-Enseignement est l'invité de "Matin Première" (RTBF). Quelle musique choisit-il comme "intro". L'Internationale ! Solidaire a demandé cette interview à la RTBF. Mais, au fait, pourquoi avait-il choisi l'Internationale ?

Extrait de RTBF "Matin Première"

Ansciaux. L'Internationale nous rappelle que la vie sociale est un combat de tous les jours. Il n'y a plus que la gauche syndicale qui s'en souvient, de l'Internationale.

Vous venez aussi de parler de solidarité syndicale. Pensez-vous que vos revendications sont soutenues et appuyées par l'ensemble de la FGTB, dont la CGSP-enseignement fait partie?

Ansciaux. Nos revendications sont en partie soutenues par la FGTB, mais je pense que nous devons absolument faire la distinction entre ce qu'on appelle l'appareil de la FGTB et la base de la FGTB. Je suis persuadé que tous les travailleurs affiliés à la FGTB sont avec nous.

Comment jugez-vous la donne après deux réunions? On ne sait pas s'il faut parler de réunions de négociation, mais en tout cas de réunions de clarification.

Ansciaux. En fait, il n'y a pas eu de véritable négociation. Ca n'a été qu'une bataille de chiffres. Ce que nous avons prévu depuis déjà longtemps.

Le gouvernement de la Communauté française n'a pas changé d'avis. Il veut absolument supprimer de l'emploi organique, et donc exécuter le décret qui vient d'être

voté.

De l'emploi organique, pour nos auditeurs qui ne sont pas familiers du jargon de l'enseignement, c'est quoi?

Ansciaux. C'est l'emploi qu'on connaît. C'est l'emploi des instituteurs, des professeurs. Trois mille charges environ dans l'enseignement secondaire supprimées au 1er septembre 96, et cinq cents charges dans l'enseignement supérieur.

Les positions de la CGSP n'ont guère évolué depuis le début de la crise. Vous demandez le retrait des mesures et un refinancement. Votre raisonnement est quelque part très logique puisque vous dites qu'à budget inchangé, tout effort pour racheter des économies se paie par d'autres économies ailleurs. Logique, logique. Mais si le gouvernement persiste dans sa volonté de réduire l'emploi, n'y a-t-il pas des mesures d'économie moins justes que d'autres?

Ansciaux. Nous avons, disons, avancé des possibilités d'économie comme nos collègues de la CSC d'ailleurs. Pas forcément les mêmes. Nous, nous avons mis l'accent... un sur la diminution volontaire de la charge, c'est-à-dire le travail à temps partiel, toujours sur base volontaire, j'insiste. Mais aussi le problème de la pension à



"Ce n'est pas aux travailleurs de financer leur emploi"

60 ans. Ces deux pistes-là ont été explorées hier. On a pu chiffrer, faire une évaluation des économies que ça pouvait rapporter. Mais nous ne voulons pas aller plus loin.

Mais les pistes que vous mettez sur la table, elles permettent de racheter comme on dit, concrète-

ment, combien d'emplois?

Ansciaux. Elles pourraient éviter la suppression de 500 emplois environ.

N'est-ce pas insuffisant dans votre chef dans la mesure où vous réclamez le retrait de toutes les mesures?

Ansciaux. Ecoutez, nous ne som-

mes pas dans un système de cogestion. Les organisations syndicales ont des revendications. Les organisations syndicales répondent aux attaques qu'on lance à leurs affiliés. C'est aux responsables politiques justement à prendre leurs responsabilités. Ce que nous voulons éviter, c'est que le gouvernement de la Communauté française n'en arrive à faire dans l'enseignement ce que les gouvernements qui se sont succédé ont fait dans tous les services publics. Laminer l'emploi.

Il y a une grosse différence entre vous et la CSC, la question de la modération salariale. Pourquoi? Est-ce quelque chose que vous rejetez?

Ansciaux. Tout simplement parce que nous refusons que ce soient les travailleurs qui financent eux-mêmes leurs emplois.

La CGSP-Charleroi craignait dimanche soir que la CGSP apparaisse un peu en panne d'alternatives et peut-être aussi surtout un manque de communication de la CGSP.

Ansciaux. Je crois que nos affiliés connaissent bien nos revendications. Ce sont eux d'ailleurs qui disent ce qu'il sont prêts à accepter, ce qu'il revendiquent et ce qu'ils refusent absolument. Et jusqu'ici, on a toujours été très clair. Nous refusons les pertes d'emploi, et nous ne voulons pas qu'on touche aux salaires, ni à l'indexation des barèmes. Rappelons que cela a été le combat pendant des dizaines d'années. Alors, il n'est pas question pour nous de capituler parce qu'au gouvernement de la Communauté française on a décidé de s'attaquer à l'emploi dans l'enseignement.

Seul un financement fédéral peut sauver l'école

Ansciaux : "pour donner de l'emploi aux jeunes, on supprime des emplois ! C'est fou !"

Les alternatives que vous mettez sur la table ne permettraient de racheter que 500 emplois (voir plus haut).

Ansciaux. Bien entendu. Et nous en sommes très conscients. C'est pourquoi nous continuons à prétendre que seul un financement venant de l'Etat fédéral peut sauver l'enseignement.

La ministre Onkelinx a mis dans le décret qui va réduire l'emploi dans le secondaire un plan d'accompagnement social. Souhaitez-vous ou pas le maintien de ce plan d'accompagnement qui se paie par ailleurs en emplois?

Ansciaux. Nous avons réclamé un système d'aménagement des fins de carrière. Donc, de prépension. Ce que la ministre Onkelinx a mis dans son décret et qu'elle se

propose d'exécuter, en fait, c'est le financement des prépensions au travers de suppressions d'emplois. Et on en arrive à la situation paradoxale suivante : pour so-disant donner de l'emploi aux jeunes, on supprime de l'emploi qu'on pourrait offrir à des jeunes. C'est quand même fou cette situation ! Et pourtant, c'est là que la Communauté française est arrivée.

Ce plan d'accompagnement social, en voulez-vous ou pas ? Eventuellement, vous le compenseriez par quoi d'autre ?

Ansciaux. Un plan d'accompagnement pour nous ne signifie pas un plan d'aménagement des fins de carrière. La revendication syndicale, c'est celle-là, et pas autre chose. Alors, il n'y a pas dans notre

chef de volonté de tenter de compenser des suppressions d'emploi. Nous n'entrerons pas dans ce système dans lequel la CSC s'est laissée entraîner, notamment en proposant des économies qui touchent directement les travailleurs de l'enseignement. Et surtout cette fameuse modération salariale - qui va toucher énormément d'enseignants, tous les enseignants du secondaire et du supérieur - ne permettra pas de racheter, comme le dit la CSC, les emplois perdus.

Il y aura encore au moins deux tiers d'emplois organiques supprimés. Et la ministre Onkelinx et le ministre Grafé se proposent de créer d'autres emplois pour un montant équivalent aux économies réalisées.

En fait, c'est de l'emploi statutaire

qu'on supprime. Et on le remplace partiellement, peut-être au tiers, par de l'emploi non-statutaire. Donc, des fonctions précaires.

Votre crainte, c'est qu'en fait on commence par licencier avant de voir comment on peut racheter éventuellement certains emplois...

Ansciaux. C'est ce que la ministre Onkelinx nous a confirmé hier. Le gouvernement de la Communauté française va continuer à travailler, va continuer à préparer les arrêtés d'exécution du décret. Et puis, on verra de quelle façon on peut aménager ou édulcorer certaines mesures.

Il faudra bien un jour ou l'autre sortir du conflit. Je vous demanderai quand et comment. On peut

imaginer au pire que vous paralysez l'école jusqu'en juin.

Ansciaux. Nous en appelons quand même à la conscience et à la responsabilité de nos hommes politiques. Et nos affiliés décideront, et à la CGSP, c'est aujourd'hui même qu'ils décideront, s'ils poursuivent la lutte après le congé de printemps pour continuer la pression sur le gouvernement de la Communauté française pour éviter cette catastrophe.

La CGSP de Liège est, semble-t-il, déjà prête à repartir en grève à la prochaine rentrée. Est-ce que, à votre connaissance, c'est la sensibilité d'autres régionales?

Ansciaux. Oui, la régionale de Bruxelles a pris exactement la même position hier soir.

EN BREF

«Miet Smet, viens dans mon lit !»

«Miet Smet, viens dans mon lit ! Car tu as envoyé ma femme au travail de nuit !» Avec ce slogan et d'autres, près de sept cents militantes CSC, en chemises de nuit, se sont rendues jeudi soir dernier au domicile de Miet Smet, ministre du Travail : «Nous restons sur notre point de vue : il faut interdire en principe le travail de nuit», a déclaré Sandra Vercammen, coordinatrice des femmes CSC. «Il peut y avoir des exceptions, mais à de strictes conditions» (Het Volk, 30 mars)

L'emploi dont parle le gouvernement ?

Rejet du "Contrat d'avenir", concocté par Dehaene, à la dernière assemblée de la FGTB Liège-Huy-Waremme. «Un truc à égale distance du temps partiel, de l'intérim et du petit boulot ALE», selon Georges Vandersmissen. Quant à la secrétaire régionale de la CGSP-Enseignement, Christiane Cornet, elle «s'interroge sur la crédibilité d'un monde politique vocalisant sur l'emploi mais qui taille dans la Fonction publique».

Des métallos (Jean-Marie Lansberg, Nico Cué, José Deschamps) ont défendu la réduction du temps de travail comme priorité. Et Jacky Kevers (CGSP-Poste) a dénoncé : «Alors que la part des salaires décroît dans le produit national, l'absence d'impôts sur la fortune et d'une fiscalité juste sur les revenus mobiliers est criante» (La Wallonie, 28 mars).

Démocratie syndicale et grève des profs

Le Comité fédéral de la CSC-Brabant Wallon a connu une vive polémique à propos des déclarations de Josly Piette, secrétaire général de la CSC, visant à casser le mouvement de grève dans l'enseignement (Info-CSC, 15 mars).

Voici la position de la CSC-Brabant wallon : «S'il est vrai que la question du financement de la Communauté française est pertinente au vu non seulement des aspirations syndicales des enseignants mais également au vu de celles des autres secteurs, elle ne justifie pas pour autant de "casser le mouvement social". Le débat que la Fédération du Brabant wallon veut poser au sein de l'organisation est celui de la démocratie et de la déontologie syndicale. A quel titre des déclarations intempestives peuvent-elles être faites à propos du combat syndical dans l'enseignement ou de celui des cheminots CCSP, si celles-ci n'ont pas fait l'objet au préalable d'un débat interne? Comment s'étonner qu'un certain découragement ou sentiment d'indignation atteigne les militants dans la rue?» (Info-CSC, 22.3) Rappelons que la CSC-Brabant wallon a appelé les militants de tous secteurs à manifester aux côtés des enseignants.

Syndicalistes pour Cuba

"Syndicalistes pour Cuba" réunit les syndicalistes qui s'engagent à combattre l'embargo américain et à défendre le socialisme. Ils collaborent étroitement avec le syndicat cubain CTC. Ils organisent un nouveau voyage du 7 au 20 avril. Pour acheter du matériel, scolaire et médical, ils ont organisé deux soupers à Liège et Charleroi. Le "boeuf à la carolo" a rassemblé 110 personnes et un bénéfice de 18.000 F. Le "spaghetti liégeois", 76 personnes et 35.000 F. Ils remercient René Piron, président des métallos liégeois, Jean Potier (secrétaire FGTB-Flémalle) et Francis Gomez (secrétaire FGTB-Herstal) pour leur soutien. Le socialisme n'est pas mort !

Quittons nos pantoufles, mettons nos souliers !

Syndicalistes en ébullition à la CSC-Brabant wallon

Après une assemblée de plusieurs centaines de militants, la CSC Brabant Wallon a mis en place un comité interprofessionnel de vigilance et mobilisation rapide. Retour au syndicalisme de combat qui fit leur réputation dans les années 70...

Jean Michaux

Quelques interventions marquantes de cette assemblée... Une responsable syndicale : «Il faut sortir de la position qu'il n'y a pas d'autre solution que de négocier le moindre mal. Nous avons besoin d'alternatives de lutte sur lesquelles les délégués peuvent se mobiliser. A la question "Y a-t-il une autre solution que de faire le gros dos en attendant des jours meilleurs?" la réponse est d'organiser la riposte. L'histoire nous apprend que lorsque nous réussissons à créer un rapport de force, nous gagnons».

Un délégué cheminot : «Il faut en finir avec le syndicat de concertation et retourner au syndicalisme de combat... Quittons nos pantoufles et mettons nos chaussures !»

Un militant : «L'ONEM est une machine à exclusion... Les ALE, c'est le travail au noir légalisé». Une déléguée CNE : «Dans mon entreprise, les bénéfices augmentent dans la proportion des pertes d'emploi... On considère le personnel comme du



Assemblée CSC dans le zoning de Nivelles en 1981. Aujourd'hui, on constate une volonté d'en revenir au syndicalisme de combat.

bétail».

Un responsable CNE : «La défense des droits syndicaux et des délégués est à la base du mouvement syndical». Il appelle à des actions de solidarité pour soutenir la déléguée licenciée chez Aldi-Tubize (voir Solidaire précédent).

Le syndicat a besoin d'une révolution culturelle

Un délégué enseignant appelle à la lutte commune cheminots-enseignants. En ce qui concerne le combat interprofessionnel, «nous devons trouver les moyens pour que les fédérations CSC de tout le pays fassent comme au Brabant wallon.

Nous n'éviterons pas un combat au niveau national».

Un secrétaire CNE : «Ce que nous voulons dire à nos dirigeants, c'est de ne plus négocier le recul mais de passer à la contre-attaque. Quand on dit que la compétitivité est nécessaire pour créer l'emploi, on joue la pute du système. Une véritable révolution culturelle est nécessaire dans l'organisation : 1. Pour rendre la parole aux délégués dans les assemblées. En finir avec les réunions où les délégués viennent écouter passivement des choses décidées ailleurs. Repartir des revendications de la base. 2. Pour dire à la face des patrons que la compétitivité tue l'emploi, pour opposer au discours patronal un contre-discours».

Un secrétaire interprofessionnel : «Nous retournons vers le syndicalisme de combat. C'était plus utopique de revendiquer au 19ème siècle que maintenant. Nous allons retrouver nos capacités de lutte. Depuis vingt ans, on nous a fait croire que tout était cuit d'avance, qu'il n'y avait rien à faire. On faisait le gros dos. Cela a fait des dégâts considérables.

Les gens ne se laisseront pas faire. C'est inévitable. Le mouvement syndical, ce n'est pas d'abord les dirigeants au sommet.

C'est nous tous, c'est la base. Il faut casser l'image de la compétitivité incontournable. Il faut pour cela s'investir partout, dans les entreprises et les quartiers».

«Mon scepticisme est total»

Discussions syndicales sur le Contrat d'avenir pour l'emploi

Jan Vandeputte

Contrat d'avenir ? Les syndicalistes n'y croient pas. On voit les dangers, mais pour arriver à un rejet inconditionnel, il faudra encore bien éclaircir. Les objectifs du gouvernement et surtout l'alternative.

«Mon scepticisme est total», a déclaré Urbain Destree, président de la FGTB liégeoise. Et Nico Cué, délégué principal FGTB de l'usine métallurgique FNNH : «Dehaene vise une réduction de moitié du chômage... mais ne garantit que le maintien du volume de l'emploi. Traduction : du boulot en perspective pour les CPAS...» «Nous n'accepterons pas la poursuite de la flexibilisation du

travail à temps partiel». La Centrale Générale (FGTB) craint aussi que la création d'emplois dans de "nouveaux services" ne revienne à «remplacer de vrais emplois par des emplois précaires. Pour satisfaire aux nouveaux besoins, il faut par priorité renforcer les services publics».

Le SETCa s'inquiète aussi. «Depuis le Plan global, toutes les mesures prises au nom de l'emploi se sont limitées à accorder des avantages aux employeurs en vue d'augmenter leur compétitivité et souvent aussi leurs bénéfices, sans effet direct sur l'emploi.» Même position des centrales chrétiennes CNE et LBC.

Les mesures de restriction

salariale et surtout les attaques camouflées contre l'index sont fort critiquées. Pour la Centrale Générale : «Le maintien de l'indexation automatique existante implique le refus de reprendre l'indexation des salaires dans les négociations sur la norme salariale. Les conventions collectives de travail ne peuvent pas être remises en question pendant leur période de validité. L'octroi de titres de participation aux bénéfices, hors norme salariale, est inacceptable.» Mêmes position au SETCa.

Toutes réactions diamétralement opposées au contrat d'avenir, et aux arguments avancés par certains responsables nationaux en faveur de

l'accord. Mais beaucoup de ces critiques ne tiennent pas compte du véritable enjeu du prétendu contrat d'avenir. On défend l'index, mais on accepte le principe du sacrifice salarial. On exige "des garanties sérieuses en matière d'emploi", mais on accepte les temps partiels, mais avec un meilleur statut.

Ces critiques constituent néanmoins une bonne base pour s'en prendre aux fondements de l'ensemble du plan gouvernemental : préserver la compétitivité et les bénéfices du grand capital, au détriment des travailleurs. Avec comme instruments : sacrifices salariaux, emplois précaires, flexibilité. Et comme sauce : la solidarité dans la misère.

Sabena : des contrats de trois heures par jour

Avant la privatisation, les nettoyeuses travaillaient plein temps

«Dans la plupart des services publics, les équipes de nettoyage sont les premières cédées au privé, nous écrit un travailleur de Sabena. Ici aussi, le nettoyage fut le premier sous la hache de la privatisation. Ces gens subissent maintenant un véritable enfer...»

Annemie Cannaerts

Voilà ce que nous écrit un employé de la Sabena, en guise de contribution au "Livre Noir" des services publics. «Les nettoyeuses constituent une proie facile, elles travaillent de manière dispersée et sont difficiles à organiser. Les syndicats ont fait peu pour lutter contre cette situation, ils ont surtout tenté de les reclasser de sorte qu'elle puissent rester à la Sabena. Mais le service lui-même du nettoyage a été confié à la sous-traitance.

Trois firmes ont été engagées. En jouant la concurrence, on peut ainsi maintenir les prix au plus bas. Je connais une immigrée qui travaille dans une de ces firmes de nettoyage. L'an passé, elle a perdu son travail à plein temps... parce qu'elle était enceinte ! Depuis, elle travaille à temps partiel, après les heures de bureau.

La direction de la Sabena a annoncé qu'elle allait économiser cinq millions sur l'entretien des locaux. Les employés doivent maintenant nettoyer leur



La flexibilité accrue est un point de lutte important à la Sabena privatisée. Les nettoyeuses qui travaillent en sous-traitance peuvent en parler.

bureau eux-mêmes. Mon amie voit son contrat passer de quatre heures à trois. Il lui reste encore 20.000 F de salaire. Il en va de même pour la moitié des nettoyeuses de son service. Lorsqu'elles ont protesté, on leur a répondu qu'elles n'avaient qu'à partir.

"Je suis à bout. Ils me demandent l'impossible !"

Enfin, la direction a quand même donné un second chantier à mon amie, de 6 heures à 9 heures, le matin, à un tout autre endroit. Elle doit se lever à quatre heures du matin. Mais mon amie a deux enfants. Elle devrait donc travailler le matin et le soir, quand ses

enfants sont à la maison. Impossible ? Dans ce cas, elle n'a qu'à chercher du travail ailleurs, lui a-t-on répondu.

«Je suis stressée, à bout, quand je rentre à la maison, ils demandent l'impossible. Maintenant, pour le même chantier, avec les mêmes superficies, j'ai une heure en moins chaque jour. Faire les poussières dans ces bureaux, cela nous prenait au total une heure par semaine. Mais maintenant, ils nous enlèvent une heure chaque jour. Les chefs réclament parce que le nettoyage n'est pas bien fait, mais c'est tout simplement impossible en si peu de temps. Ils pensent peut-être que nous sommes des robots ? Avant la privatisation de la Sabena, deux fois plus de personnel travaillait au nettoyage, presque tous à

plein temps, avec très peu de prestations en soirée.»

Je trouve que nos délégués devraient réfléchir. Maintenant que ces services sont privatisés, ils ne s'occupent plus des conditions de travail des nettoyeuses. Il s'agit souvent d'immigrées, en plus confrontée au racisme, aux graffitis dans les toilettes... Le syndicat doit exiger que ces gens travaillent sous un contrat Sabena.»



Au 1er Mai PTB

Forum privatisations. A 14 h : témoignages de syndicalistes : Belgacom, SNCB, Sabena, SNCF-Marseille, Londres, Eko Stahl Allemagne. A 16 h : témoignages du Tiers Monde, débat dirigé par Gérard de Séllys.

Hasselt : qui paie la nouvelle école ?

La privatisation insidieuse conduit à des magouilles

Robert Vaes

Un délégué CGSP de l'enseignement m'a fait le récit suivant qui pourrait figurer tel quel dans le Livre Noir des services publics... «Les anciennes écoles de l'État ont été communalisées. Depuis 1990, une privatisation insidieuse est en cours. Le contrôle de l'administration centrale (ARGO, Conseil général de l'enseignement communal) est progressivement réduit et les conseils locaux (LORGO) ont obtenu de plus en plus d'autonomie. Aussi, les groupes d'intérêts locaux pèsent de plus en plus dans la balance.

Fin 1994, la direction de l'école hôtelière d'Hasselt a présenté un rapport de stabilité dont il ressort que toute une aile du bâtiment, contenant des classes, doit être déclarée inutilisable en raison d'un risque d'effondrement. Des photos fort agrandies de fissures dans les colonnes de l'édifice étayaient le rapport alarmant. Des fonctionnaires du service extérieur de l'ARGO ont démolé ce rapport en dénonçant sa fausse présentation des choses et son incompétence. Que s'est-il passé ? La direction de l'école hôtelière voulait construire une toute nouvelle aile. Elle s'était donc assurée les services d'un

bureau privé — où travaillait un proche de la direction — pour faire déclarer le bâtiment peu sûr et insalubre. Elle espérait ainsi atteindre son objectif. Sans le contrôle des techniciens de l'ARGO, le bâtiment aurait probablement été abattu et un nouveau bâtiment de cinquante millions (ou plus) aurait été construit. Aux frais du contribuable bien entendu, et à la grande satisfaction des bureaux d'études privé et des entrepreneurs locaux.

Maintenant, on veut pousser encore plus loin la privatisation de l'ARGO et supprimer le rôle des services extérieurs. Avec une telle privatisation de l'en-

seignement communautaire, il deviendrait impossible d'exercer un contrôle sur ce genre d'arnaque.

Des syndicalistes de l'ARGO ont fait la comparaison avec les services du contrôle de la viande. «Imaginez que l'Institut de Contrôle Vétérinaire mette la clé sous le paillason, que resterait-il de la qualité de notre viande ? Eh bien, si les services techniques de l'ARGO sont liquidés, on peut aussi s'attendre à quelque chose de similaire en ce qui concerne les bâtiments. Cela ouvrirait la porte à une perte de qualité parce qu'il n'y aurait plus de contrôle spécialisé.»

EN BREF

Grande-Bretagne

Mieux avec le privé ?

A Folkestone et Douvres (Grande-Bretagne), l'eau potable fait défaut en permanence. La compagnie locale des eaux, privatisée, impose des restrictions aux utilisateurs. D'où colère, car elle verse des intérêts énormes aux actionnaires et de royales augmentations à la poignée de hauts cadres, plutôt que d'investir dans de nouvelles conduites ou de plus grands réservoirs.

Grande joie, par contre, chez les capitalistes : ils projettent d'importer l'eau... de France via le tunnel sous la Manche. Eurotunnel en est tout excité. Cette entreprise a en effet une dette de plus de 400 milliards auprès d'un consortium de deux cent vingt cinq banques. (Nieuwsblad, 19 mars) Tout va mieux avec le privé ? Pour les bénéficiaires, oui. Seule la socialisation de tous les équipements publics assure des services convenables aux travailleurs. (JVC)

Portugal

Privatisation PS

En Belgique et en Europe, les partis "socialistes" sont les partisans les plus acharnés des privatisations. Le tout nouveau gouvernement socialiste du Portugal veut privatiser les principales entreprises publiques : "Télécoms", Compagnie nationale du tabac, cimenteries nationales (Cimpor, entreprises nationales des secteurs électricité, acier, pétrochimie, autoroutes, Compagnie des aéroports et des voies aériennes.

Une "situation idéologiquement périlleuse", admet Sousa Franco, ministre des Finances. On s'attend, la première année, à un revenu de cent milliards FB. Des actions seront proposées aux petits investisseurs et épargnants, car «privatiser, c'est démocratiser», selon Sousa Franco. Le capitalisme populaire ? Mais il ajoute «que le marché national ne sera pas en mesure de tout acheter, il faudra faire appel à des investisseurs étrangers». De "petits épargnants" comme la compagnie pétrolière espagnole Cepsa qui prévoit, d'ici l'an 2000, des investissements de l'ordre de trois milliards au Portugal ? (El País, 1.96) (PD)

Livre Noir des services publics

Envoyez votre récit

Voulez-vous apporter sur les services publics un éclairage positif ? Prouver qu'ils sont nécessaires, qu'ils doivent conserver leur caractère public, qu'ils doivent rester un service à la population ? Ecrivez-nous ! Demandez aussi des formulaires du référendum, à faire compléter par votre famille et vos voisins (ou le facteur !). Renvoyez-le ou apportez-le à la Fête du 1er Mai, au stand Services Publics.

Nom, prénom :

Adresse :

Code, Commune :

Age :

Entreprise :

Envoyez-moi ... exemplaires du formulaire du référendum "Livre noir".
 Je veux photographier des services publics
 Informez-moi sur les voyages "Services Publics" à Londres (à l'automne), en Allemagne de l'Est (en été).

A renvoyer au PTB-Services Publics, bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.

Le capitalisme cause une crise sans précédent

Staf Henderickx

«La crise de la santé qui frappe l'Europe de l'Est depuis 1989 est sans précédent en Europe au cours de ce siècle, en temps de paix.» C'est ce qu'écrit l'Unicef, le département de l'Onu pour l'enfance.

Dans deux rapports, l'organisation brosse le rapide déclin de la situation sanitaire de la population en Europe centrale et de l'Est depuis la restauration du capitalisme. Le tableau est choquant.

Un enfant de sexe masculin qui naît aujourd'hui dans la nouvelle Russie capitaliste a une espérance de vie de 57,5 ans, soit huit ans de moins qu'avant la chute du socialisme et autant que dans un pays du tiers monde comme le Pakistan, par exemple.

En 1989, la mortalité en Russie était de 10 pour mille. En 1994, elle est montée à 16 pour mille. Cela signifie que, sur une population de 147 millions de Russes, il y aura cette année 650.000 décès de plus que cinq ans auparavant. (1)

La crainte de l'avenir se manifeste dans le nombre de mariages et de naissances. Le nombre de mariages a baissé en 1993 pour se rapprocher du chiffre de 1918 et le chiffre des naissances a atteint le niveau de 1785, la première année pour laquelle ces données ont été consignées. (2)

La mortalité élevée et le faible nombre de naissances ont pour conséquence que la population russe diminue chaque année de 6,6 pour

mille. L'Unicef compare : «L'augmentation du nombre de décès en 1993 par rapport à l'année précédente est plus grande que le nombre total de soldats américains qui ont péri pendant la Seconde Guerre mondiale.» (3)

Baisse des salaires de 50 à 85 %

Ces chiffres hallucinants recouvrent des drames quotidiens dans les familles ouvrières et paysannes. Les vieux récits de Dostoïevski sur la vie dans la Russie tsariste resurgissent. Des maladies comme la tuberculose, la diphtérie, la rougeole, le choléra, la dysenterie, l'hépatite, la gale et bien d'autres maladies infectieuses reprennent vigueur. (4) Ce sont des affections qui suivent la misère comme une ombre.

La situation en Estonie, en Lettonie et en Lituanie ainsi que dans les anciennes républiques soviétiques du

Misère hallucinante en R



Caucase est effrayante. En 1989, seul 1,5 % de la population y vivait sous le seuil de pauvreté. Maintenant, ce chiffre atteint 27 et parfois même 35 %. (5) L'appauvrissement de la population a pour conséquence que le nombre de malades nerveux, d'alcooliques et de drogués s'accroît à une vitesse considérable. Le nombre de décès dus à l'alcoolisme est passé de 51.000 en 1972 à 400.000 par an maintenant. (6) Il existe effectivement un

lien direct entre le déclin rapide de la santé publique et l'accroissement tout aussi rapide du chômage. Entre 1990 et 1994, l'emploi en Russie a baissé de 7 %, en Azerbaïdjan de 4,6 % et en Géorgie de 24,2 %. Dans le même temps, les salaires ont baissé de 44,8 % en Russie, de 85,6 % en Azerbaïdjan et de 61 % en Géorgie. C'est surtout le chômage parmi la population féminine qui a pris des proportions dramatiques. Dans les années 80, 90 % des femmes russes travaillaient. Maintenant, bon nombre d'entre elles sont confinées à leur foyer. La suppression du congé de maternité payé et des crèches gratuites favorise cette évolution. (7)

Un nouveau-né sur deux a des problèmes de santé

La catastrophe est plus grande encore lorsqu'on sait que cette misère noire hypothèque l'avenir de la prochaine génération. Les médecins russes estiment que 70 % des femmes enceintes connaissent de graves problèmes de santé. Plus de la moitié des nouveau-nés sont aussi dans ce cas. Des sondages révèlent que 60 % des mères sont contraintes d'économiser sur l'alimentation de leur fa-

mille. Pour de nombreux Russes, les pommes de terre et le pain sont les seuls aliments encore abordables. Les médecins ont constaté parmi les enfants une carence généralisée en protéines, élément indispensable à la croissance. (8) La consommation de viande, de fromage et de sucre a baissé de moitié au cours des sept dernières années et la consommation de poisson a

même baissé de deux tiers. Face à cette misère croissante, le système des soins de santé, au lieu de se renforcer, se dégrade. L'exode de médecins vers d'autres secteurs et vers l'étranger a détruit en peu de temps un système très performant de soins de santé primaires. (9) La production de médicaments diminue chaque année d'un sixième, ce qui représente donc une réduction



La misère est telle que les propriétaires fonciers doivent embaucher des vigiles

Unicef : sous Staline, c'était l'âge d'or

Où sont aujourd'hui ceux qui dénonçaient la situation des droits de l'homme, les prétendues catastrophes sociales et économiques sous le socialisme ? Où sont Amnesty International et Human Right Watch ? Qu'attendent-ils pour faire un reportage-choc sur la situation des hôpitaux dans la Russie d'Eltsine ? Maintenant que les lois du capitalisme y sèment la maladie, la misère et la mort, ces fervents défenseurs de la "démocratie" sont soudain devenus aveugles et sourds. Les rapports de l'Unicef ne mentent pas :

depuis la restauration du capitalisme en 1989, la situation des ouvriers et des paysans se dégrade sur tous les plans, année après année.

Le rapport de l'Unicef de 1994 écrit : «Il existe deux périodes fortement contrastées dans l'histoire d'après-guerre des pays du bloc de l'Est. Jusqu'en 1968, les indicateurs de santé comme la mortalité infantile et l'espérance de vie se sont améliorés beaucoup plus rapidement en Union soviétique que dans les pays d'Europe occidentale. Ainsi, pendant cette période, la mortalité infantile a baissé de 41 % en Union

soviétique, de 30 % en Europe occidentale et seulement de 11 % aux États-Unis. Les conditions nécessaires à cette évolution positive de la situation sanitaire sont à attribuer aux efforts énormes consentis pour reconstruire l'Union soviétique après la guerre.» Le rapport qualifie cette période "l'âge d'or". (*) Les chiffres sont tout à l'honneur de Staline, n'en déplaise à tous les anticommunistes...

(*) Unicef, Crisis in Mortality, Health and Nutrition, Regional Monitoring Report no. 2, p. 28.

Russie



tion de moitié en trois ans. Toutefois, les importations de médicaments en provenance de l'Occident se sont élevées à 40 milliards. Mais seuls les riches peuvent se les payer.

Depuis 1992, le manque de vaccins, de seringues et autre matériel médical est alarmant, ce qui accélère encore l'effondrement de l'infrastructure médicale. (10)

1. Article basé sur les rapports suivants : Unicef, Crisis in Mortality, Health and Nutrition, Regional Monitoring, Report no. 2, août 1994; Unicef, Poverty, Children and Policy, Responses for a brighter future, Report no. 3, 1995. 2. Report no. 3, p. 5. 3. Report no. 2, p. 36. 4. Report no. 2, p. 55. 5. Report no. 3, p. 7. 6. Report no. 2, p. 28. 7. Report no. 3, p. 38. 8. Report no. 2, p. 55. 9. Report no. 2, p. 70. 10. Report no. 2, p. 50.



des vigiles pour protéger leurs récoltes de pommes de terre.

Soins de santé à Cuba : mieux que dans bien des pays occidentaux

Des médecins britanniques témoignent

En automne dernier, des médecins britanniques de Médecins Sans Frontières se sont rendus en visite de travail à Cuba. L'un d'eux relate sa visite dans le prestigieux magazine scientifique "The British Medical Journal" (3 novembre 1995).

Il donne d'abord la parole à un représentant du ministère cubain de la santé publique : «Notre système de soins de santé est accessible à tous et toute la gamme des soins, des vaccinations aux transplantations cardiaque est gratuite. Juste après la révolution, il n'y avait à Cuba que 6.000 médecins, qui se préoccupaient surtout des riches. Après la révolution, 3.000 d'entre eux ont pris la direction des États-Unis. Maintenant, Cuba dispose de 60.000 médecins, un pour 200 habitants. Chaque année, 4.000 étudiants entament des études de médecine dans une des 23 facultés médicales. Bien avant que Médecins Sans Frontières n'existe, Cuba envoyait chaque année 3.000 médecins vers des pays qui en avaient besoin. Aujourd'hui, 3.000 étudiants du tiers monde étudient encore la médecine à Cuba.»

Le système des soins de santé à Cuba est conçu selon une structure à trois niveaux. Le premier niveau est constitué de 22.000 médecins généralistes qui, avec les infirmiers assurent les premiers soins et tentent de prévenir les maladies. Le second niveau est constitué par 400 polycliniques où travaillent des spécialistes. Enfin, le troisième niveau se compose de 263 hôpitaux.

Nous sommes impressionnés...

«Les résultats du système de santé cubain sont impressionnants, conclut le médecin britannique. L'état de santé est comparable ou meilleur que dans beaucoup de pays occidentaux. C'est remarquable, car le revenu national brut à Cuba est vingt fois inférieur. L'espérance de vie moyenne est de 77 ans. La mortalité infantile est seulement de neuf pour mille. Les maladies qui sont vout de pair avec la misère ont effectivement été combattues. Il n'y a plus de malaria sur l'île.»

L'admiration des médecins britanniques grandit à mesure que le voyage à Cuba se prolonge : «Nous sommes impressionnés par l'ouverture avec laquelle on discute, par la sincère préoccupation des travailleurs de la santé pour le bien-être de leurs patients — et ce sans



A Cuba, on ne trouve pas un seul enfant qui n'aurait pas bénéficié de l'enseignement. Pas un seul enfant ne meurt parce qu'il n'aurait pas été vacciné, notent des médecins anglais en visite à Cuba.

incitant financier — et l'absence complète de costumes et de cravates. Enthousiaste, un médecin généraliste nous fait visiter son cabinet. Avec une infirmière, il s'occupe de 600 patients. Le matin, il a des consultations et l'après-midi, il effectue les visites à domicile. Il voit environ 35 patients par jour. Les fiches des patients sont tenues à jour dans le détail. Je vois que la salle d'attente est pleine. A ce moment, un gynécologue est aussi présent. Les spécialistes visitent aussi les généralistes dans leur cabinet. Ensemble, ils discutent des cas difficiles. Si le patient doit être hospitalisé, le généraliste l'accompagne et conserve là aussi la responsabilité du traitement.»

Notre médecin anglais se demande quand même si ce système n'a pas pour conséquence que les patients recourent beaucoup trop vite au médecin. Il veut savoir si le médecin généraliste répond toujours aux demandes de visites à domicile, surtout la nuit. Le médecin cubain répond, étonné : «Naturellement, je réponds à toutes les demandes. S'il apparaît après coup que ce n'était pas vraiment nécessaire d'un point de vue médical, c'est le bon moment pour faire un peu d'éducation sur ce point. Je rend même visite à mes patients sans qu'ils le demandent, simplement pour garder le contact. Ainsi, je vois chaque patient au moins une fois par an. Et honnêtement, il n'arrive pas souvent que je doive me

lever la nuit. Ces deux dernières années, j'ai été sorti du lit seulement cinq fois.»

Dans ce pays, aucun enfant ne meurt faute de vaccination

Les visiteurs sont fort impressionnés par le témoignage d'un directeur d'hôpital. Le médecin britannique écrit : «Au lieu de se plaindre, il semble plutôt fier de partager le sort de ses compatriotes. Il nous dit : "Nous devons tous nous engager pour la révolution. Moi aussi, j'ai mon carnet de bons. Voyez ! Je peux acheter huit kilos de riz par mois, quatre oeufs par semaine et 2,5 kilos de viande tous les quinze jours. Le lait est réservé aux enfants jusque six ans ou aux malades. Mais dans ce pays, aucun enfant ne meurt faute de vaccination. Et vous ne trouverez aucun enfant qui n'a pas bénéficié de l'enseignement." Dans chaque pays que j'ai visité, les médecins trouvent toujours un moyen d'améliorer leur position. Ce n'est pas le cas à Cuba, mais la solidarité y est impressionnante.»

Le médecin de Médecins Sans Frontières tire la con-

clusion suivante : «Le plus grand bien à Cuba est l'absence d'une division entre riches et pauvres, comme je l'ai vue dans tous les autres pays d'Amérique du Sud. Il est en effet impossible de devenir riche à Cuba, mais la misère absolue n'y existe pas non plus. Chacun a accès gratuitement aux soins de santé et à l'enseignement.»

La comparaison entre la Russie et Cuba donne à réfléchir. La restauration du capitalisme dans l'ancienne Union soviétique a provoqué, après sept ans, un déclin de la santé publique qui atteint maintenant le niveau d'un pays pauvre du tiers monde. Mais Cuba, confronté depuis trente ans à l'embargo sévère imposé par les États-Unis et à la disparition du commerce avec l'ancienne Union soviétique, a toujours un système de soins de santé qui dépasse le niveau de la plupart des pays occidentaux. Les faits le démontrent clairement : le socialisme est supérieur.

Si les États-Unis parvenaient à restaurer "la démocratie" et "les droits de l'homme" à Cuba, cette contre-révolution causerait les mêmes ravages qu'en Russie.



1 Mai avec le PTB

Le capitalisme, c'est la misère. L'issue : le socialisme et le communisme.

Debat de 11 à 13h

Ludo Martens s'entretiendra avec Youri Gregorievitch Terentchev et Jaromir Vasku de la République tchèque.

C'est le capitalisme qui rend les vaches folles

Une histoire d'appât du gain et de rivalités économiques croissantes

Les mesures draconiennes de la Commission européenne sont-elles en rapport avec l'ampleur du problème des vaches folles ? Ou bien ce problème médical masque-t-il aussi des intérêts et des rivalités économiques ?

Daniel Demblon

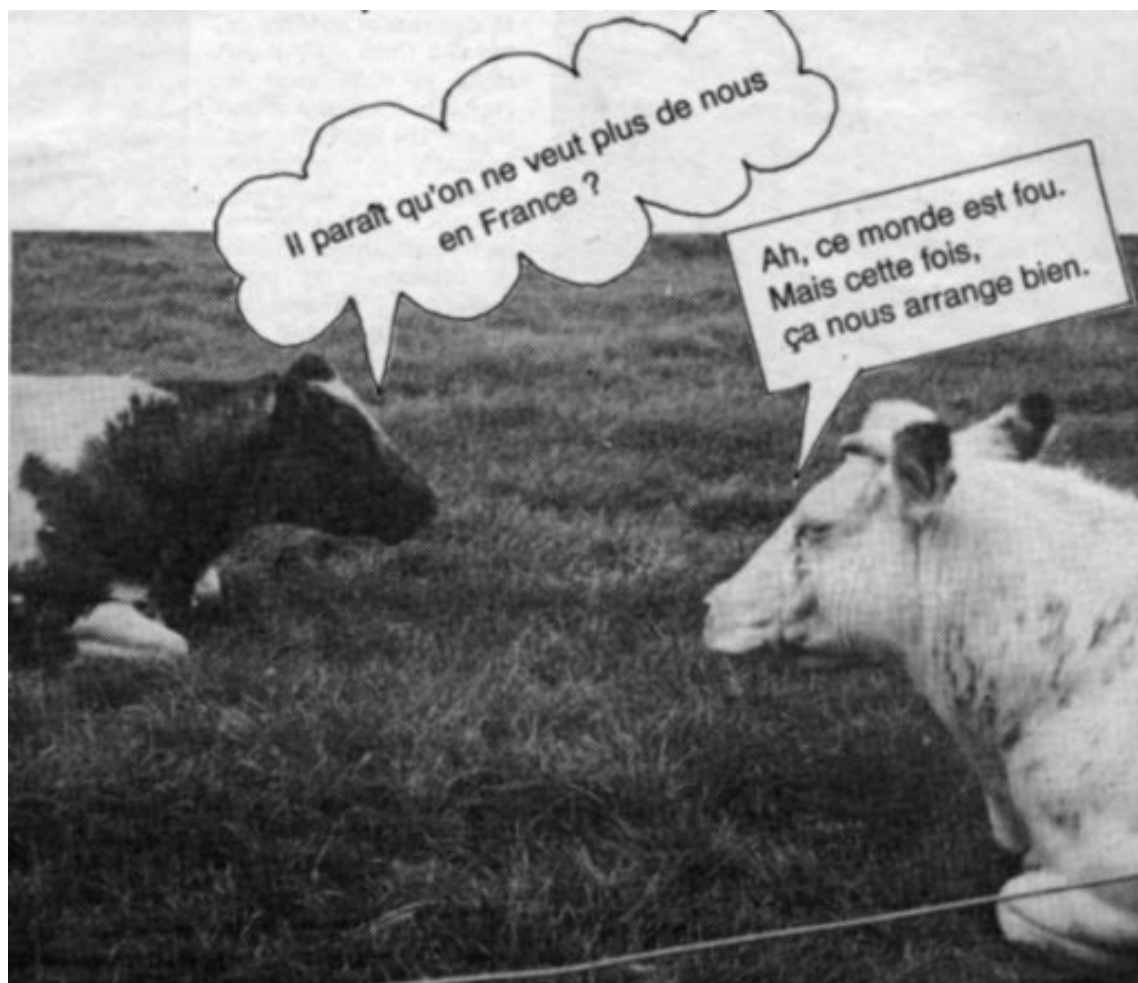
Existe-t-il un lien entre la maladie Creutzfeldt-Jakob (MCJ), qui provoque une dégénérescence fatale du cerveau chez l'homme et une maladie comparable chez les bovins, la "maladie de la vache folle" ? Quoi qu'il en soit, des présomptions allant dans ce sens ont suffi à la Commission européenne pour interdire l'exportation de boeufs vivants, de viande bovine et autres produits bovins en provenance de Grande-Bretagne et pour ordonner la destruction d'une part importante du cheptel bovin britannique. Une opération qui coûterait plus de 55 milliards de francs et qui serait financée à 70 % par l'Union Européenne (UE).

La MCJ frappe une personne sur un million. Le nombre de patients atteints de cette maladie en Grande-Bretagne est passé de 32 en 1993 à 54 en 1994. Il s'agit donc d'un nombre réduit de cas et d'une augmentation "statistiquement non significative". (1) La transmission de la maladie de la vache folle à l'homme n'est pas encore démontrée scientifiquement avec certitude. Pourtant, la prudence s'impose : une nouvelle variété de MCJ a été découverte récemment. Elle a causé la mort de dix victimes d'âge jeune en Grande Bretagne, ces deux dernières années. Les mesures de précaution sont donc justifiées. Mais on est en droit de se demander pourquoi les autorités ne s'en prennent pas de manière aussi draconienne à d'autres causes de décès beaucoup plus importantes. Pensons à la circulation routière (40.000 morts par an aux Etats-Unis, 30.000 dans l'UE) mais aussi à la violence raciste (des dizaines de meurtres par an en Europe).

«Ce sont les arguments économiques qui jouent»

Pour le vétérinaire Jean Michaux, il est clair que «dans ce dossier des vaches folles, ce sont les arguments économiques qui jouent ! Le battage médiatique est organisé dans un but économique au niveau européen. Il existe dans le monde animal bien d'autres maladies transmissibles à l'homme, avec certitude, et dont on ne tient pas, ou peu, compte : la brucellose bovine, la fièvre aphteuse, la tuberculose... L'arrêt des vaccinations pour certaines maladies ? C'est la meilleure méthode pour éliminer les surplus. Et de citer le cas récent de la peste porcine. Le

fondement de ces politiques, c'est l'économie à un très gros niveau, la régulation des marchés ou, pourquoi pas, une façon de faire pression sur un pays ou une région.» (2) En effet, de grands intérêts économiques sont en jeu dans l'industrie de la viande. Un jour à peine après la déclaration du gouvernement britannique, 42 pays avaient déjà interdit l'importation de viande bovine britannique. Certains pays ont même fermé leurs frontières à toute importation de viande bovine en provenance de l'UE. (3) L'UE est le second producteur de viande bovine au monde avec 25 % des exportations mondiales. (4) McDonalds, acheteur d'un douzième du cheptel bovin britannique, s'approvisionne désormais aux Pays-Bas pour ses 650 restaurants britanniques. (5) Toute l'affaire montre quelle proportion prend la rivalité économique entre les pays européens. Tous les coups sont permis. Ainsi, la France, principal producteur de viande bovine de l'UE, a profité de la panique pour prendre des mesures protectionnistes et a introduit le label "Viande Française". Des exportateurs belges ont reçu des fax leur demandant d'arrêter leurs livraisons. Mais ils espèrent que «l'abattage massif du cheptel bovin leur permettra de pénétrer le marché britannique où la Belgique est presque absente». (6) Pour l'abattage, la Grande-Bretagne bénéficiera d'une compensation de l'UE, mais l'image de marque de sa viande risque d'être



Dialogue entre vaches belges, avril 1996.

salie pour longtemps. Du pain béni pour certains concurrents européens.

Aliment pour bétail contaminé, par appât du gain

Tout ceci signifie-t-il que le danger pour la santé publique est imaginaire ? Non. Il s'agit ici d'une maladie incurable, avec une période d'incubation qui dure des

années, aussi bien chez l'animal que chez l'homme. Par conséquent, la source éventuelle de contamination est difficile à retrouver. Des mesures sont donc justifiées mais... elles viennent beaucoup trop tard. Le premier cas s'est déclaré en avril 1985 mais n'a été officiellement reconnu comme "maladie de la vache folle" qu'en novembre 1986. Il est généralement admis que le "scrapie" — une maladie comparable connue depuis 200 ans déjà chez les ovins —

a été la source de contamination. En Grande-Bretagne, jusqu'en 1988, les déchets d'abattage des moutons et des boeufs étaient transformés en farine et intégrés dans les aliments destinés aux bovins alors que les ruminants devaient être nourris d'aliments végétaux. Mais dans ce système, le profit passe avant tout. C'était la période Thatcher où l'on privatisait les abattoirs et où dès 1980, les cadavres des moutons ne devaient plus être bouillis (stérilisés). La maladie a ainsi pu se propager parmi le cheptel bovin via les aliments. A partir de 1988, l'adjonction de farine de viande et d'os dans l'alimentation des bovins a été interdite. Mais vu la longue période d'incubation, les conséquences ne sont apparues que plus tard. En 1992, l'épidémie a atteint son apogée avec 35.000 bovins abattus (en 1995 encore 12.000). Quand des cas de MCJ ont été constatés l'an dernier sur des jeunes gens qui travaillaient dans l'industrie de l'élevage ou de la viande, les autorités n'ont plus pu nier la "possibilité" de transmission à l'homme. Ce n'est que maintenant qu'une enquête est ouverte, mais les résultats n'en seront connus que dans 15 à 18 mois. Pendant des années les pouvoirs publics ont fait primer les intérêts du commerce de la viande.

Déraillement thatchérien ? Non.

Les énormes problèmes de santé causés par l'industrie agricole et alimentaire (viande aux hormones, pesticides et autres poisons alimentaires) peuvent-ils être réduits à un déraillement thatchérien, libéral ? Non, le contrôle absolu du secteur par des multinationales uniquement intéressées par le profit est une réalité dans tous les pays capitalistes, y compris ceux où la social-démocratie est au pouvoir. Le premier commissaire européen à l'agriculture, le "socialiste" hollandais Sicco Mansholt était le pionnier de la Politique agricole commune (PAC). Celle-ci a augmenté la productivité (des aliments meilleur marché produits par moins de paysans) et a provoqué l'essor du capital agro-financier : banques, entreprises de machines

agricoles, installations d'élevage, industrie et distribution alimentaire. Une Europe avec une économie agricole capitaliste prononcée était, pour les Etats-Unis, un partenaire fiable dans la guerre froide contre le communisme. C'est pour cette raison que la CEE a pu, de 1967 à 1992 (25 ans) éviter à ses secteurs de base (céréales, viande bovine, produits laitiers, sucre) les bas prix du marché mondial, une entorse aux règles du marché libre du GATT. Lors de la huitième session du GATT, l'UE était devenue un concurrent redoutable des Etats-Unis, et l'ennemi commun qu'était le bloc de l'Est avait été vaincu. A partir de 1992, l'Europe a dû opérer, dans des secteurs importants comme l'agriculture (notamment les céréales) et la viande bovine, un laminage draconien des soutiens aux marchés et aux

prix.

Le capitalisme et l'UE n'ont rien d'autre à offrir aux agriculteurs que la perspective d'une guerre économique sans merci. Voyez aussi les faillites qu'elle provoque dans le secteur de la tomate. La violence avec laquelle cette guerre des débouchés est menée (aussi dans l'affaire des vaches folles) peut à la longue déboucher sur des conflits militaires. Une organisation rationnelle de l'agriculture et la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale ne peuvent être réalisées que dans un système qui bannit la propriété privée des moyens de production et la soif de profit qui lui est associée. Le socialisme est devenu une nécessité historique, pour des raisons à la fois sociales, économiques et écologiques.

1. NRC-Handelsblad, 21.3.96. 2. Le Soir, 28 mars 1996. 3. La situation de l'agriculture dans l'Union européenne, Rapport 1994, Commission européenne, p 93. 4. De Financieel Economische Tijd, 26 mars 1996. 5. Landbouwen, 29. mars 1996.

Bonn et Paris défient Washington

L'Europe conteste la direction américaine sur l'Otan

Le ministre allemand de la Défense, Volker Rühe, et son collègue français des Affaires étrangères, Hervé de Charette, ont déclaré récemment être en faveur d'une "autre" Otan.

Selon eux, la direction américaine sur l'alliance militaire ne correspond plus aux rapports politiques actuels. Que Washington se le tienne pour dit.

Serge Thiry

L'Otan a décidé d'adapter sa structure de commandement en janvier 1994. C'était une nécessité pour organiser les interventions militaires de manière plus efficace et pour associer des pays non membres de l'Alliance à ces interventions. L'objectif était aussi de mettre l'appareil logistique à la disposition d'opérations militaires menées par des troupes européennes, indépendamment des unités de combat américaines. Mais jusqu'à présent, aucun accord n'a été atteint sur ce dernier objectif. Les États-Unis refusent de céder la direction de leur collecte d'information, de leur communication et de leur transport. Et ces moyens logistiques sont précisément les éléments clés qui permettent de mener des interventions militaires rapides. Les États-Unis veulent par tous les moyens conserver le contrôle des opérations militaires des pays européens. Tant qu'ils détiennent le monopole logistique, ils ont en mains les atouts. Ce qui crée de la rancœur en Europe. «A plusieurs reprises, la France a accusé les États-Unis de dissimuler à ses alliés européens des informations obtenues par satellites. Pendant la guerre du Golfe surtout, l'indignation française a été très grande. Dans un passé récent, la réticence des États-Unis à donner plein droit de regard dans leurs informations sur le champ de bataille en Bosnie a provoqué la colère de leurs alliés.» (1) «Les Américains exigent l'exclusivité en matière de collecte d'information et de communication sur le terrain.» (2)

«Il faut adapter la structure de l'Otan»

Bonn et Paris en ont assez de cette situation. Ils veulent progressivement liquider la suprématie des Américains au sein de l'Otan. En décembre dernier, la France a réintégré (après une interruption de 35 ans) la structure militaire de l'Otan. On pourrait croire que l'unité au sein de l'alliance impérialiste s'en est trouvée renforcée. Rien n'est moins vrai. A cette occasion, le ministre français des Affaires étrangères Hervé de



Le ministre allemand de la Défense Rühe (gauche) visite ses troupes. Il conteste la direction des USA sur l'Otan : «L'Europe doit jouer un plus grand rôle».

Charette, a déclaré : «L'UEO, instrument naturel de l'identité européenne de défense doit pouvoir devenir, sur le plan politique, le cadre de concertation des Européens sur les questions de défense, en tant que composante de défense de l'Union et en tant que pilier européen de l'Alliance. Il faut, ensuite, poursuivre l'adaptation des structures de l'Alliance aux nouvelles circonstances.» (3) L'entrée de la France a pour objectif de renforcer le pilier européen de l'Otan et de reprendre le commandement aux Américains.

Le ministre allemand de la Défense Volker Rühe le formule ainsi : «Nous voulons une autre alliance. Elle doit être le reflet des relations politiques et stratégiques actuelles, avec une identité européenne de sécurité et de défense claire et un partenariat transatlantique équivalent.» (4) Ce qui suscite la conclusion apearée du International Herald Tribune : «Bonn prépare secrètement, pour l'an 2000, une structure de défense européenne dirigée par l'Allemagne.» (5)

L'industrie militaire européenne veut tenir tête aux Américains

La direction américaine au sein de l'Otan est basée sur la suprématie militaire de la grande puissance. Une première condition pour pouvoir concurrencer cette suprématie est le développement d'une

industrie militaire propre. Charles Millon, le ministre français de la Défense : «Face à la contraction brutale du marché et à une concurrence internationale accrue, notre industrie de défense doit se concentrer autour de ses pôles d'excellence et jouer la carte de l'Europe.» La coopération européenne «est indispensable pour se battre à armes égales avec nos concurrents américains.» (6) Et ce n'est pas un hasard si, tout en haut de la liste des priorités de l'industrie militaire européenne figure la collecte d'information, cette composante dont les Américains ont quasiment le monopole au sein de l'Otan. Charles Millon : «Dans la même logique européenne s'inscrit la priorité que nous accordons, en coopération avec nos partenaires, à la prévention des crises, au développement du renseignement et de l'observation spatiale.» (6) Son collègue allemand des Affaires étrangères, Kinkel, confirme : «Sans une collecte indépendante de renseignements, la politique de sécurité européenne restera une structure fragile.» (1)

Joignant les actes à la parole, l'Europe a lancé en juillet 1995 son propre satellite d'espionnage, l'Helios I. «Avec le lancement d'Helios I, les partenaires européens de l'Otan ont mis un terme au monopole américain», écrit le NRC-Handelsblad. (1) Et le 7 décembre dernier, Bonn a signé un accord avec Paris, pour investir 3,5 milliards de marks allemands (70 milliards de francs) dans Helios II.

Malgré la forte pression américaine (la compagnie américaine Lockheed a proposé à l'Allemagne un satellite d'espionnage pour seulement 20 milliards de francs), Bonn a opté pour le projet européen.

Lorsque cette décision est tombée, l'International Herald Tribune a écrit : «L'Allemagne est devenue la plaque tournante de la coopération militaire européenne. Sur chaque terrain de la politique européenne de sécurité, y compris celui de l'industrie de défense, elle est la force dominante. Ainsi voient le jour des entreprises militaires européennes dirigées par l'Allemagne, susceptibles de concurrencer leurs rivales américaines. Et dans le même temps, elle dispose de toutes les possibilités d'équiper son armée pour de futures interventions, pour défendre les intérêts européens (lisez : allemands).» (5)

L'Allemagne se prépare à la guerre

En effet, la puissance industrielle mondiale qu'est l'Allemagne ne peut plus cacher ses ambitions militaires. Après la guerre froide et l'effondrement du communisme, «la guerre est redevenue une méthode de la politique.», estime le ministre de la Défense allemand Volker Rühe. (7) Le commandant suprême allemand Naumann veut engager ses troupes «pour le maintien du marché libre mondial et l'accès sans entraves aux

marchés et aux matières premières du monde entier.» (7) Pour réaliser cet objectif, la constitution d'une unité d'intervention rapide, forte de 50.000 hommes, est en pleine préparation.

Naumann veut aussi davantage de satellites coûteux d'espionnage et de communication. Il veut que l'on construise un nouvel avion de transport, pour les déplacements à très longue distance. Pour la marine, il faut de nouvelles frégates, des sous-marins, un porte-avions, pour l'engagement sur toutes les mers du monde. Ce bâtiment sera équipé d'hélicoptères de combat et de transport et un fort bataillon de blindés. Il doit aussi servir de centrale de commandement flottante, d'hôpital et de navire d'approvisionnement. (7)

L'International Herald Tribune cite un fonctionnaire français de la Défense : «L'Allemagne peut être dans cinq ans la puissance militaire européenne la plus forte.» (5)

L'Allemagne ne veut pas seulement dominer la défense européenne, mais prépare aussi des interventions militaires autonomes. La confrontation avec les États-Unis ne se fera pas attendre.

1. NRC-Handelsblad, 8 juillet 1995. 2. Le Monde, 28 décembre 1995. 3. Revue de l'OTAN, janvier 1996. 4. Frankfurter Allgemeine Zeitung, 13 décembre 1995. 5. International Herald Tribune, 7 décembre 1995. 6. Le Monde, 22/ février 1996. 7. Der Spiegel, mai 1995.

EN BREF

G7 en France

Cynique poisson d'avril

Le poisson d'avril le moins réussi : le sommet du G7 à Lille. Les ministres du Travail des sept pays les plus riches devaient se rencontrer pour trouver une solution au problème du chômage dans le monde.

Dans son discours inaugural, le président Chirac a plaidé en faveur d'une "troisième voie" : l'Europe devrait réduire sa protection sociale pour créer plus d'emploi et les Etats-Unis se rapprocher du modèle européen. Pour le chef de file de l'OCDE, Jean-Claude Paye, la "troisième voie" se rapprocherait davantage du modèle américain : davantage de flexibilité et moins de protection sociale. Les travailleurs doivent « mieux répondre aux besoins des entreprises ». En d'autres termes, ils ne sont pas adaptés au capitalisme.

Conclusion du sommet : il faut mieux expliquer la politique de démantèlement, le reste suivra. Paye : « Il faut de la pédagogie. Il faut expliquer aux gens ce qui se passe, dissiper leur inquiétude. Une longue phase de croissance nous attend. Il faut dire comment nous pouvons en profiter pour le mieux. »

Dehors, un millier de militants syndicaux du Hainaut, du Pas-de-Calais et de Flandre occidentale manifestent. Paye et les siens devront faire preuve de beaucoup de pédagogie pour les convaincre...

Corée du Nord

Soins de santé performants

La gratuité des soins de santé a été établie dès la libération au Nord de la Corée (1945), alors que le pays ne comptait qu'une poignée de médecins. Aujourd'hui, il compte 27 médecins pour dix mille habitants et l'espérance de vie est de 74 ans. « Nous appliquons le système de désignation d'un médecin responsable d'une famille déterminée », explique le chef de service d'un hôpital de province. Les secteurs sont établis selon le nombre d'habitants, l'état de leur santé, l'expérience et la quantité de travail du médecin. Médecins et infirmières visitent régulièrement les familles dont ils ont la charge. (Nouvelles de Pyongyang, 2 mars)

La gratuité des soins de santé a toujours été maintenue, même durant la guerre de Corée (1950-1953), alors que le pays était ravagé par les bombardements américains. Ce système performant permet à la population de rester en bonne santé malgré les épreuves, comme les inondations qui ont ravagé une partie du pays en août dernier.

Kim Son Ryong (Délégation générale de la R.P.D. de Corée en France) abordera la situation après les inondations et aussi la situation générale du pays, sous la nouvelle direction de Kim Jong Il, le samedi 13 avril à 16h au Centre International, bd Lemonnier 171 à Bruxelles.



Hommage fleuri à Hilde Van Obberghen, médecin du PTB, décédée il y a un an.

A la mémoire de Hilde

Des Philippins illettrés éduquent des étudiants

Un an après la mort du docteur Hilde Van Obberghen, 250 personnes ont participé à une journée de solidarité à Malines. Voici l'allocution d'Hilde Verheyen, sage-femme à Zamboanga (Mindanao, Philippines), pour un projet de Médecine pour le Tiers Monde.

Hilde Meesters

« Commémorer Hilde... c'est poursuivre sa pensée. Elle est parvenue, autrefois, à me convaincre de faire moi-même l'expérience des Philippines. Aujourd'hui, je tente à mon tour de convaincre les gens de franchir le pas. Sans vivre la réalité concrète, on n'a pas une compréhension profonde. Tout apprentissage passe par le processus continu de la théorie et de la pratique. L'an passé, trois étudiants en

médecine m'ont rendu visite. Ils avaient entendu parler des soins de santé libérateurs et admettaient que les soins de santé doivent sortir les gens de la misère et de l'oppression. Mais ils n'avaient pas encore compris que cela va plus loin que soigner les gens gratuitement. L'une avait étudié les maladies tropicales. Sur place, elle ne trouvait que des maladies banales. Un autre jugeait les récits des paysans, pêcheurs, femmes et jeunes fatiguants. Il voulait enfin faire quelque

chose. La troisième était si déprimée par la vie du Philippin moyen qu'elle a décidé qu'elle ne pouvait rien comme médecin, que les problèmes la dépassaient. En quelques jours, leur conception du tiers monde s'était écroulée.

Il était temps de réexpliquer le concept de soins de santé libérateurs : les maladies ne peuvent être séparées de la situation politique et sociale. Libérer signifie extirper les racines d'un système d'exploitation. Ce sont des analphabètes du tiers monde qui leur ont fait comprendre cela. Après la compréhension vient l'engagement concret. Là, Hilde était pour moi un exemple. Ses connaissances étaient enrichies par son mode de vie et son engagement à 100 %.

Le premier grand film policier africain

Med Hondo présente son film au Centre International

Ludo Martens

Il y a beaucoup de bonnes raisons pour aller voir "Lumière Noire", le dernier film passionnant de Med Hondo, un des plus grands cinéastes africains. D'abord, parce qu'on a rarement la chance de voir ce film excellent basé sur deux faits réels : l'expulsion violente de cent travailleurs maliens de France et une bavure policière. Ils ont inspiré Didier Daeninckx qui a écrit le scénario du premier polar africain. Menotés et enchaînés, des Maliens sont expulsés de France, pays

des "droits de l'homme", et se retrouvent au Mali exploités et enchaînés par cette même France qui y exerce sa domination néocoloniale. Un ingénieur français veut faire la lumière sur la bavure policière et part au Mali, à la recherche du seul témoin. La lumière sera noire. Des crimes policiers se suivent pour empêcher que la vérité apparaisse au grand jour. Ce film policier bien ficelé dévoile la véritable nature de notre "démocratie". Med Hondo est un des plus grands artistes du cinéma africain et l'un des meilleurs

réalisateurs du monde. Son "malheur" est d'être Africain. L'Afrique n'a pas de voix, l'Afrique nous est racontée (et est racontée aux Africains eux-mêmes) par RFI, la BBC et la Voix de l'Amérique. Les splendides images de Med Hondo sont à l'opposé des fausses images produites par l'industrie du spectacle qui nous fabrique des milliardaires sensibles et des flics sympas. Combien plus riche est la réalité sociale portée à l'écran par un grand artiste engagé du côté des opprimés. Et le film est d'une grande actualité : la réforme du droit

L'Europe aide-t-elle le Rwanda ?

Mme Bonino, commissaire européen à l'aide humanitaire, qualifie la décision des autorités rwandaises de taxer l'aide humanitaire de dangereux précédent. Le premier ministre rwandais avait déclaré « ne pas pouvoir permettre que l'on importe, pour revendre sur nos marchés, des produits que nous fabriquons nous-mêmes. » D'ailleurs, estime-t-il, « il n'est pas normal que l'aide dépensée dans le pays via des agences internationales ou ONG soit plus importante que le budget total du gouvernement ». 65 % de l'aide européenne est attribuée aux camps des réfugiés rwandais, donc pas à la reconstruction. L'aide "humanitaire" est avant tout politique et conditionnelle. (Le Soir, 3.4)

"Je suis toujours communiste"

Oscar Niemeyer, architecte de Brasilia, la capitale du Brésil construite dans le désert voici 25 ans, ne partage pas l'avis de son ami l'écrivain Jorge Amado, très sévère à l'égard de leur passé stalinien commun. « J'ai été membre du Parti Communiste pendant 46 ans. Quand le parti a décidé de s'adapter à la mode libérale et a changé de nom (au début des années 90), j'en suis sorti, et nous avons recréé un Parti communiste brésilien. Je ne vois rien à critiquer. Quand je pense aux communistes soviétiques, je vois 70 années de gloire. Ils ont vaincu les nazis. Quand on a dit que le communisme était mort, je ne l'ai pas cru. » Niemeyer reste fidèle à l'idéal de sa jeunesse : « Un Brésil fraternel, sans riches ni pauvres, qui serait complètement différent de tout ce qu'on voit, cette injustice, cette misère abjecte, toute cette merde. J'ai toujours été du côté des pauvres, qui sont l'immense majorité de la population du monde. » (Le Monde, 2.4)

«Lumière Noire», au Centre International, Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles, dimanche 21 avril à 15h, suivi d'une discussion avec le réalisateur mauritanien Med Hondo.

Mais qui donc a peur de Mao Zedong ?

Derrière les livres à scandale, l'argent de Ford et Rockefeller

Le professeur Andrew J. Nathan, inspirateur des "Mémoires du médecin privé de Mao", est aussi l'homme qui se cache derrière l'"organisation des droits de l'homme" Human Rights Watch. Il est également l'auteur des calomnies contre les orphelinats chinois.

Paul Crispen

Le livre du docteur Li, le "médecin privé" de Mao, a été vanté mondialement par les médias comme une oeuvre scientifique. Le magazine néerlandophone Humo en a publié des extraits pendant des semaines. Deux lettres ouvertes de protestation dénoncent l'ouvrage comme étant un enchaînement de mensonges et de fictions. Les auteurs de ces lettres se réfèrent aux contradictions systématiques et flagrantes entre la traduction chinoise et anglaise et à des témoignages personnels de première main réfutant le récit du docteur Li. La première lettre de protestation émanait d'une centaine de scientifiques chinois éminents résidant aux Etats-Unis ou à Taïwan et la deuxième de septante personnes de la République populaire de Chine qui ont bien connu Mao pour avoir vécu dans son entourage. (1)

En novembre dernier, trois auteurs chinois ont publié à Hong-Kong un livre qui réfute le récit frauduleux du docteur Li. Presque toutes ces critiques ont été publiées uniquement en chinois. (2) Le promoteur du livre mensonger est le professeur américain Andrew Nathan. Il en a écrit la préface pour donner à l'ouvrage un caractère "scientifique". Nathan travaille pour l'East Asian Institute (Université de Colombie). Cet institut a été créé par la Chiang Chingkuo Foundation, fondation anticommuniste taïwanaise portant le nom du fils de Tchang Kaï-Chek. Le professeur Nathan a également bénéficié du soutien du gouvernement américain, via une subvention importante de la National Science Foundation. Il s'avère à présent que ce même Andrew Nathan siège aussi au conseil d'administration de Human Rights Watch et qu'il est en même temps le président de l'Organe consultatif de Human Rights Watch-Asia. C'est cette dernière organisation qui a publié récemment un rapport sur les mauvaises conditions dans les orphelinats chinois



Derrière Human Rights Watch et sa campagne médiatique contre les orphelinats chinois, l'argent du capital américain.

diffusé avec beaucoup de publicité dans le monde entier. Mais ces informations sont basées sur le seul témoignage d'un médecin aigri ayant émigré aux Etats-Unis. (3)

D'où vient l'argent de Human Rights Watch ? Rockefeller, Ford, Soros...

Le rapport annuel de Human Rights Watch livre beaucoup d'informations qui révèlent le véritable caractère de cette organisation. Un de ses objectifs principaux est d'«exercer des pressions pour que les gouvernements qui (selon elle) violent régulièrement les droits de leurs citoyens ne bénéficient plus de l'aide militaire, économique et diplomatique de... Washington, des Nations unies, de Moscou et de Tokyo. Ces derniers centres influents s'y sont joints après la fin de la guerre froide.»

Selon Human Rights Watch, la plupart des problèmes sociaux sont en réalité des problèmes des droits de l'homme. Il apparaît un peu plus loin que l'organisation limite sa définition des droits de l'homme à la liberté d'expression et d'association, une définition estropiée que l'Occident manipule et que le tiers monde rejette.

Le plus grand poste de dépenses de l'organisation (plus de 1,2 million de dollars selon son rapport annuel) est celui de sa

section asiatique. La majeure partie des activités de cette section est dirigée contre la Chine. Et d'où provient cet argent ? Parmi les principaux donateurs (chaque fois plus de cent mille dollars), on retrouve Ford et la Rockefeller Foundation. Et le plus grand donateur individuel est George Soros. Ce milliardaire d'origine hongroise a fait sa fortune en Europe grâce à des spéculations financières de grande envergure. Dès 1979, il a créé un réseau de fonds et de fondations sous le couvert de buts éducatifs et caritatifs dans 24 pays de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique. L'objectif de ce réseau est de "promouvoir l'entreprise privée, l'économie de marché, le pluralisme politique et la réforme de l'enseignement". (4) En 1986, Soros a créé à Pékin le "Fonds pour la réforme et l'ouverture de la Chine". Il y a été autorisé par Bao Tong, proche collaborateur de Zhao Ziyang, dirigeant du parti qui avait soutenu la révolte des étudiants de Tienan-

men et qui a été démis de ses fonctions. Ce Bao Tong écope à présent une peine de prison de sept ans pour son implication dans la révolte de Tienanmen. (5) A partir de sa prison, il est le... «moniteur» (rapporteur et conseil) de Human Rights Watch pour la Chine. Lors d'un festival cinématographique de Human Rights Watch, on voit sur la photo comme invité d'honneur Fang Lizhi, reconnu par ses amis et ses ennemis comme l'inspirateur académique de la révolte de Tienanmen, et qui a été transféré aux Etats-Unis sous protection spéciale du gouvernement américain.

(1) Etudes Marxistes, 2.96. (2) On the purported memoir of Dr. Li Zhisui, *The Private Life of Chairman Mao*, by Random House, by Xu L. Dong, 1996, New York (pas encore publié). (3) Solidaire, 17.1.96. (4) Union of international organizations, Yearbook '93-'94. München 1994. (5) Amnesty International, «No one is safe», 3.96.

Médecin de Mao : la vérité

Un grand nombre de témoins et de chercheurs chinois ont publié une longue lettre protestant contre le livre à scandale publié aux USA par un ancien médecin de Mao. Ils montrent du doigt les contradictions.

Intéressé ? Commandez le numéro de février d'Etudes Marxistes en versant 200 FB au compte 001-2433847-96 de l'INEM, 68 rue de la caserne, 1000 Bruxelles. Mentionnez "Etudes marxistes, n° 28".

AGENDA

Bruxelles

Samedi 13 avril, 14 h

"Un autre regard sur Schaerbeek." Visite alternative des quartiers immigrés. Rendez-vous : La Clé, Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles. Réservations : 02 / 245 98 50.

Charleroi

Mercredi 24 avril, 20 h

"Le mouvement syndical et la lutte pour les droits égaux." Débat avec Georges Debunne, ancien secrétaire général de la FGTB, Jean-Marie Piersotte, secrétaire national de la CNE-Secteur Industrie, Paula Hertogen, responsable nationale d'"Entreprises Sans Racisme", des témoignages des travailleurs immigrés. Salle de la FUNOC, rue de la Digue 5, Charleroi (Centre). Org. : Objectif 479.917. Renseignements : 071/30 37 81.

Paris (France)

Samedi 13 avril, 14 h 30

"Le processus contre-révolutionnaire en URSS et dans les pays de l'Est depuis la fin des années 50". Conférence-débat par Ludo Martens, auteur de "L'URSS et, la contre-révolution de velours". 94, rue Jean-Pierre Timbaud, Paris 11°. (Métro Couronne ou Parmentier). Org. : Université Marxiste à Paris.

Annonce publicitaire

Au Centre International

Bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/5137941

10 avril, à 19 heures. Entrée libre.
Ouverture de l'exposition (avec boum) au
CAFÉ LO INTERNATIONAL:
Peintures d'
Ali BEHARABA

13 avril, à 16 h. En français. 60F.
La Corée du Nord sous la
direction de
KIM JONG IL,
après les inondations d'août 95
Par Kim SON RYONG

12 avril, à 18h.
Nationalisation et renationalisation:
des utopies?
Cette activité est annulée.

18 avril, à 20h. En français. Entrée: 90F
Un point de vue croate sur
l'ex-Yougoslavie
Par Neven KOVACIC.

20 avril, de 10h30 à 16h30
En collaboration avec LES ÉDITIONS EPO
Atelier d'écriture pour
ouvriers et syndicalistes
Pour toute information: 02/414.29.88

20 avril, à 18 h. Entrée libre
Apéritif Poétique
Willem M. ROGGEMAN, Patricia
LASOEN, Stefaan VANDENBREM.
Musique: Hilda VAN EYCK
(sur d'anciens instruments)

25 avril, à 20 h. En français. 90F
L'intégrisme, enfant naturel
des Etats-Unis?
Paul VANDEN BAVIERE,
journaliste au quotidien *De Standaard*.

27 avril, à 18 h. Entrée libre
Apéritif Poétique
*Poètes de la Révolution
portugaise du 25 avril 1974*
Poésie de: D. FILIPO, E. GONÇALVES,
J.G. FERREIRA, M. ALEGRE,
M. DA FONSECA, A. DOS SANTOS.
Récitée par Olivier BULTIAU,
Andrée GLINEUR & An LENAERTS
Musique: BRASAS.

Le Soir contre les lycéens en lutte

Comment un reportage déformé crée le mythe des "casseurs"

Bénédicte Vaes, journaliste au Soir, s'est rendue à la manifestation des lycéens à 11 heures, place Rouppe, le 2 avril (voir p. 2-3). Elle en a profité pour diffuser la thèse policière des "casseurs qui ont provoqué la police"...

Herwig Lerouge

Il régnait beaucoup de confusion, ce matin-là. Les lycéens discutaient ferme à propos de l'itinéraire de la manif. De nombreux jeunes désapprouvaient la manoeuvre de division de Barbara Lecq, une des porte-parole de l'AGEB (Assemblée Générale des Etudiants de Bruxelles). En organisant une manifestation à 11 heures, alors que la FEF et les enseignants s'étaient donnés rendez-vous à 14 heures, on divisait le mouvement. Lecq a indigné de nombreux lycéens et enseignants en déclarant qu'ainsi «elle ne voulait pas que les lycéens servent de boucliers humains aux enseignants». Tout de suite, Bénédicte Vaes découvre d'un côté «les organisateurs lycéens» qui «tentent de couler les rangs dans l'itinéraire annoncé» et de l'autre, les «membres du PTB et de Rebelle qui tentent d'aspirer les jeunes vers la zone neutre» avec le message qu'«une trentaine de profs se font tabasser à ce moment, à côté de la station Arts-Loi».

Le monde de la police est simple : d'un côté, les braves lycéens qui respectent les accords avec la police. De l'autre, les agitateurs du PTB. Or, la ligne de partage passe à l'intérieur du mouvement lycéen

même.

Une partie des lycéens, dont plusieurs délégués de l'AGEB, voulaient rejoindre les profs en action autour de la zone neutre depuis minuit. Les jeunes de Rebelle étaient évidemment parmi ceux-là. Pour Vaes, cela devient : «Rebelle tente d'entraîner les jeunes vers la place Royale, vers le Parlement, bref à l'assaut». Alors que «les organisateurs font une chaîne humaine pour canaliser» (dans l'itinéraire convenu avec la police, ndlr).

En réalité, Rebelle et le PTB ne faisaient qu'exprimer l'état d'esprit de l'immense majorité des manifestants. Venu à Bruxelles, non pour manifester à des kilomètres de l'endroit où se déroulait le débat sur le décret, mais pour arriver le plus près possible du Parlement. Tous voulaient exprimer leur colère devant le cynisme du PS et du PSC qui, méprisant profondément leur lutte et leurs organisations syndicales, s'approprièrent à voter ce décret. Personne n'avait besoin du PTB ou de Rebelle pour lui souffler cette idée.

Peu avant le départ de la manif des lycéens, vers 10 h 30, la police tabasse les enseignants aux environs de la station Arts-Loi. Plusieurs jeunes, dont ceux de



Par ses articles anti-PTB, Le Soir tente de diviser le mouvement des jeunes, d'opposer "les casseurs" et les autres. Mais pour Le Soir, il suffit de refuser les diktats policiers pour être un "casseur"...

Rebelle, veulent secourir ces profs. Un gendarme vole au secours de Barbara Lecq : «Ne vous laissez pas confisquer votre manif», conseille-t-il aux lycéens. Lecq fera bien de réfléchir dans quel camp elle se trouve et de changer de position..

Des lycéens en colère ou des moutons?

Le début de la manif se passe selon

l'itinéraire prévu. Mais très vite, la grande majorité le quitte et fonce en direction des enseignants près de la zone neutre. Lecq ne peut que constater que les jeunes ne la suivent pas.

Un de ses partisans en arrive à traiter de "moutons" les lycéens qui veulent rejoindre les profs. Moutons quand ils suivent les délégués de gauche, bons élèves quand ils suivent Barbara et les gendarmes. ! Arrivé à la station Arts-Loi, tout est

calme, la bagarre est terminée depuis une demi-heure. La police a brutalement dispersé les manifestants. Mais Bénédicte Vaes insinue que le PTB a raconté des salades aux jeunes pour les entraîner vers la zone neutre. Elle cite Barbara Lecq : «Que racontait le PTB ? Où sont les trente profs qui se faisaient tabasser ? Il ne se passe rien ici». Evidemment, quand on arrive une heure plus tard... Mais la mission est accomplie. Le mythe des casseurs est créé.

Des lycéens vont discuter avec Le Soir

Réaction à chaud aux calomnies contre Rebelle et le PTB

Riet Dhont

Julie, Axel, Julien, Dorothée, Mathieu, Samuel, Germain... des lycéens en lutte, membres de Rebelle ou délégués de classe ou les deux. Tous ont été indignés par les articles du Soir, au lendemain de la manif enseignement de Bruxelles (voir ci-dessus). Ils ont demandé à rencontrer les trois journalistes concernés... Olivier Alsteens, Bénédicte Vaes et Pierre Bouillon étaient en tant que journalistes parmi les jeunes, les enseignants, les flics et les gendarmes. Et pourtant, on a l'impression qu'ils ont vu une toute autre manif...

O. Alsteens. Nous avons écrit ces articles parce que vous ne vous êtes pas tenus à l'accord avec la police de Bruxelles. Vous avez dévié de l'itinéraire prévu, pour aller vers le Parlement. Ca, c'est de la provocation.

Axel. Nous étions tous Place Rouppe à l'appel de l'AGEB (Assemblée Générale des Etudiants de Bruxelles), au moment même où des enseignants se

faisaient taper dessus... Notre tâche était de répondre au mot d'ordre donné par les enseignants : bloquer les rues autour du parlement, empêcher le vote. Il était inimaginable de traîner dans les rues loin du Parlement, en attendant la manifestation de 14 heures.

B. Vaes. J'ai relaté tout ce que j'ai entendu à la place Rouppe. Les responsables de l'AGEB voulaient rester dans la démocratie, et vous vouliez foncer vers le parlement. Vous vous êtes laissé entraîner par des gens qui venaient parler des incidents. Il n'y avait plus d'incidents autour du parlement, alors, pourquoi deviez-vous y aller ?

Julie. Pourquoi opposez-vous le PTB, Rebelle et tous les autres jeunes ? Étiez-vous à une autre place Rouppe ? Il y avait une contradiction : ou bien rester, attendre, "manifester dans la démocratie" ou bien se joindre à ceux qui se battaient contre cette caricature de démocratie. Les parlementaires étaient dans leurs fauteuils pour voter contre notre avenir. Et nous, les jeunes... nous

devrions rester calmes après huit semaines de grève et de manifestations ? Nous devrions rester loin du blocage des rues autour du parlement, au moment où les premières victimes étaient déjà tombés à 10 heures du matin ? C'est ça, la démocratie, quand on nous tape, on nous écrase ? Quand on brise notre avenir, notre éducation ?

P. Bouillon. Qu'on aurait dû écrire au lieu de "casseurs" ? Provocateurs ? Extrémistes ?

Germain. Nous étions tous en colère. Les cinq mille jeunes et enseignants. C'est cela que vous auriez dû écrire. Nous n'étions pas les seuls à nous battre, à nous défendre contre les flics. Des enseignants sont blessés, d'autres ont mis le feu aux poubelles. Des jeunes ont caché leur visage contre les gaz lacrymogènes, contre les flics en civil qui filmaient tout le monde... Est-ce que nous sommes tous des provocateurs, des casseurs ?

Vous voulez créer une cassure entre le PTB, et la masse des manifestants, entre Rebelle et les

jeunes... Nous nous sommes battus ensemble, cinq mille jeunes et enseignants. Alors, tous des extrémistes, ces cinq mille ? Vous tentez de présenter le PTB et Rebelle comme des criminels pour que les gens aient peur d'eux, de nous. Parmi ceux qui sont ici, il y a des membres de Rebelle, mais aussi des jeunes qui ne le sont pas mais apprécient le travail de Rebelle.

Les extrémistes, les criminels, c'est le gouvernement qui fait des lois qui nous cassent, qui licencient des milliers de profs. Les provocateurs, ce sont les flics et les gendarmes qui protègent le parlement contre le peuple.

O. Alsteens. Nous avons aussi écrit des articles contre la violence policière, sur le fond du problème de l'enseignement.

Julien. Mais vous avez lancé de telles attaques contre nous qu'en fait vous justifiez cette violence policière. Vous parlez tout le temps d'une minorité de casseurs. Alors que tous les participants à la manifestation étaient déterminés. Vous ne parlez que des situations

isolées, mais vous n'avez pas montré la totalité de l'ambiance dans cette manifestation. Après deux mois de lutte, il y a une atmosphère de rage générale contre le décret. On ne voulait pas qu'il soit voté ce jour-là. Nous n'avions jamais vu une telle détermination dans les manifestations, ces derniers mois.

Vos articles sèment la confusion parmi les jeunes. Nous avons eu un débat dans la classe ce matin, avec des élèves qui n'étaient pas à la manif. Ils nous traitent maintenant de "casseurs" sur base de vos articles. Ces articles excusent la violence policière.

Nous demandons un "droit de réponse". Julie et Axel ont déjà écrit une lettre. Ils la remettent aux journalistes. Ils seront déçus le lendemain en ne voyant dans Le Soir que quelques lignes de toute cette discussion.

Les journalistes acceptent d'interviewer Jamal et Germain, tous deux inculpés après la manifestation du 28 mars à Liège. Ils doivent comparaître devant le tribunal les 6 et 13 mai. On n'est pas venu pour rien... Mais nous n'accepterons jamais de pareils articles !

Marx avait bien raison...

Le capitalisme, c'est la misère, vive le socialisme



Qui détruit mon avenir ?
 Qui me condamne au chômage ?
 Qui démolit mon école ?
 Dans quelle société
 vivons-nous réellement ?
 Je veux une autre société...



Cette autre société, tu la trouveras à la fête du 1er Mai du Parti du Travail. La fête du socialisme, qui brise le capitalisme. La fête de la solidarité internationale, la fête de la lutte contre l'injustice, l'exploitation le racisme et la guerre.



Specials for you... The place to be...

Témoignages- forums
 14h - 17h30

Festival Hip Hop
 de 14h à 16h

14h - 15h30

"Ecole en soldes"

Huit semaines de grève, de manifestations, de lutte pour le droit à l'enseignement, à Bruxelles et en Wallonie, à Paris, à Istanbul, à Anvers...

La parole aux dirigeants des étudiants, Julien de Bruxelles en tête...

Il est possible de faire autrement. Comment l'enseignement était-il organisé en Allemagne de l'Est sous le socialisme ? Qu'en subsiste-t-il ?

16h - 17h30

"Les jeunes : cible de la police et de la gendarmerie"

Jamal et Germain, arrêtés par la gendarmerie à Liège et détenus pendant 20 heures. Procès les 6 et 13 mai. David, tabassé par la police. Mimoun assassiné par la police de Bruxelles. Khaled assassiné par les CRS de Lyon.

Qui sont les provocateurs, les extrémistes, les casseurs ? La police et la gendarmerie.

Témoignages de Bruxelles, Anvers, Lyon, Paris, Lille et Londres.



"Je veux que cela cesse
 Je veux que cela cesse
 J'en ai marre des fausses promesses"

Cinq groupes rap se sont déjà inscrits pour le festival sous chapiteau.

Onde de Choc, Classe X, CBC, Armada... et qui veut encore s'inscrire ?

Images choquantes de l'intervention de la police et de la gendarmerie pendant les manifestations des écoliers à Liège et à Bruxelles. Elles seront projetées en permanence pendant le festival.

Sans doute as-tu écrit un poème pour exprimer ta colère contre la société ? Peut-être as-tu noté dans ton journal ton inquiétude devant l'avenir ?

Tu auras le micro, en alternance avec les numéros rap.

1er mai
 1996

Il est un fait qu'une bonne part de la jeunesse a encore des mains et sait comment on forme un poing

nombre de jeunes nombre de poings sont prêts à défendre à nouveau en clandestins le mot "liberté" les armes à la main

nombre de jeunes sont prêts et reprennent le flambeau d'un grand feu qui ne s'est jamais éteint.

Korneel Larnout

Poésie, danse, musique, théâtre, évocation jeunes

pendant le grand meeting du 1er mai à 19h

Concert et boum

ne seront pas oubliés

Step 2 : The Chapter !

funk, rap, jazz, salsa, reggae, spoken word à partir de 22h jusqu'aux petites heures.



Certainement, tu deviendras membre de Rebelle à la fête du 1er mai

L'organisation des jeunes du Parti du Travail

ouvre ses portes, dans "La fabrique de l'avenir et du rêve : le socialisme"

Tu y rencontreras la direction nationale de Rebelle, tu pourras y poser toutes tes questions sur Rebelle, tu pourras aussi y faire toutes tes propositions à Rebelle, tu pourras y participer à la construction de Rebelle, car tu n'en sortira pas sans ta carte de membre.



Bienvenue donc à la fête du 1er mai du Parti du Travail, à partir de 11h dans les locaux de la VUB, avenue de la Plaine, Bruxelles.

Prix d'entrée pour les écoliers et les étudiants : à la caisse : 350 F avec carte de prévente : 250 F seulement. Commande ta carte de prévente (100 F). Tu ne paieras plus que 150 F à la caisse.

Le 1er mai, je serai là

A renvoyer au secrétariat 1er mai, Boulevard Lemonnier 171, 1000 Bruxelles, tél. 02/513.77.60

Nom : _____

Rue et numéro : _____

Code postal et commune : _____

Téléphone : _____

Ecole/maison de jeunes/organisation : _____

Age : _____

- Je commande cartes de prévente 1er mai (100fr)
- Je veux donner un coup de main à la fête du 1er mai
- Je souhaite participer au festival Hip Hop pour les groupes Rap
- Je veux inviter moi-même des personnes à la fête du 1er mai
- Je joins F pour cartes de prévente.

Le PTB s'est-il "bien amusé", le 2 avril, à Bruxelles ?

Vande Lanotte et le PS veulent criminaliser le Parti du Travail

Impossible de nier les brutalités inqualifiables de la police bruxelloise contre les étudiants et les enseignants, ce mardi 2 avril à Bruxelles. Tous les téléspectateurs ont vu les images horribles. Mais la contre-attaque cherche à faire passer le noir pour le blanc...

Herwig Lerouge

Incapable de défendre l'indéfendable, la police contre-attaque. Elle rejette la responsabilité de ses brutalités sur ceux qu'elle appelle "les casseurs et les agitateurs du PTB". Faux socialiste, toujours prêt à défendre gendarmes et policiers, le ministre de l'Intérieur, Vande Lanotte a repris cette version à son compte. Le 4 avril, à la Chambre, il a reproché aux organisateurs des manifs leur «manque d'encadrement» et a justifié les brutalités des «policiers de Bruxelles (qui) ont eu la malchance de tomber sur des militants du PTB» (1) «Les membres du PTB se sont bien amusés»(2), a-t-il ajouté.

Mao disait que c'est une bonne chose d'être attaqué par ses ennemis. Il y a deux semaines, Tobback, l'ancien ministre de l'Intérieur, parlait encore, plein de mépris, du PTB comme des "derniers vestiges d'AMADA" (l'organisation qui a donné naissance au PTB en 1979). Aujourd'hui, son successeur juge ce même PTB capable de diriger des milliers de manifestants en colère.

"Je n'ai vu des casseurs que du côté de la police"

En appelant noir ce qui est blanc, on ne trompe évidemment pas les dix mille manifestants qui étaient sur place. André Swinnen, prof de religion au Collège St Pierre à Jette, grièvement blessé par la police (voir p. 2) nous a dit : «Moi-même, je n'ai vu des casseurs que du côté de la police». Son collègue, Michel Lenoir, délégué syndical : «J'ai lu dans Le Soir comment on vous attaque, vous le PTB. C'est un scandale ! Comment pourriez-vous provoquer partout des incidents? Nous avons tout le temps encadré nos élèves. Nous n'avons jamais vu de soi-disant provocateurs, des casseurs. Mais nous avons vu comment les policiers se comportaient...»

Comme dans les quartiers immigrés

Les attaques anti-PTB poursuivent plusieurs objectifs. D'abord, justifier les violences policières. Selon certains, «la police bruxelloise ne serait pas suffisamment formée pour affronter de tels "provocateurs". Les gendarmes n'auraient pas commis de telles brutalités».

Ils ont la mémoire courte. A Liège, le 28 novembre, on a vu les gendarmes à l'oeuvre. Davantage de formation ne signifie nullement moins de brutalité. Et que faudrait-il déduire de ce manque de formation ? Encore plus d'argent pour les polices ? Encore moins pour l'enseignement ?

D'autres parlent de bavures de certains policiers qu'il faut sanctionner. Michel Lenoir répond : «Ca va beaucoup plus loin, c'est beaucoup plus profond». Il a raison. On ne peut comprendre le comportement de la police sans connaître le racisme qui sévit dans ses rangs. Depuis des années, les polices bruxelloises provoquent impunément dans les quartiers immigrés : contrôles d'identité arbitraires, passages à tabac de jeunes, d'adultes, de femmes et de vieillards, rafles monstres, violences diverses et même meurtres.

Ce qui est appelé "excès" envers des manifestants belges est routine dans les quartiers immigrés. Demol, commissaire de Schaarbeek, est un ancien du Front National. Lors d'une rafle dans une famille immigrée, on a vu ses policiers placer leur revolver sur la tempe d'une femme de 75 ans, frapper une fillette sur la tête avec un walkie-talkie et casser le bras et le nez d'un jeune garçon. A chaque fois, les policiers sont lavés de toute accusation.

Le 2 avril, les enseignants et les jeunes étaient face à des policiers pour qui ce genre de comportement est devenu la routine. Les témoignages concordent : les policiers ont jeté des pierres, passé à tabac des manifestants pacifiques, des passants, provoqué à coups de "bras d'honneur". Le Soir rapporte que même un officier a tendu un doigt à des manifestants. Face au bâtiment du PS, une femme est allée vers eux, bras ouverts en les suppliant d'arrêter de matraquer les jeunes. Ils l'ont frappée jusqu'à ce que son visage soit plein de sang. Le racisme transforme les hommes en monstres.

Voilà une première conclusion à tirer du 2 avril. Exclure du corps de police tous les officiers et policiers liés à l'extrême droite. Interdire propos et actes racistes et exclure les coupables. La justice pour toutes les victimes des violences policières dans les quartiers immigrés.

Le PS appelle les dirigeants du mouvement à expulser le PTB et Rebelle Son député Léonard «regrette qu'on laisse trop s'insérer des gens qui ne sont là que pour f... le bordel» (3). Pour Busquin, «les



manifestations ne sont plus encadrées; le problème, c'est quand il y en a qui font des choses qui n'ont rien à voir avec la manifestation» (3). Le PS dévoile ici son véritable but : pousser les dirigeants syndicaux et étudiants à expulser des manifs les militants de Rebelle et du PTB, leur interdire de diffuser Solidaire et des tracts. Cela permettrait au PS de sauver les apparences démocratiques.

Arrêter les militants avant la manif ?

Une des organisations étudiantes, l'UNARES, a relayé ces propos. Mais l'UNARES trouve que c'est à la police de s'en charger. «Les agitateurs se sont fait remarquer par de multiples provocations plusieurs heures avant le début des hostilités. Pourquoi (les forces de l'ordre) ne les ont-ils pas arrêtés à ce moment ?» (4) Cet appel à l'arrestation préventive des militants PTB et Rebelle est significatif. L'UNARES défend dès le début la ligne opposée au refinancement de l'enseignement. Elle propose la lutte contre les «gaspillages». Elle a reçu une publicité monstre des médias contrôlés par le PS (RTBF notamment) et a été reconnue par Grafé comme interlocuteur officiel.

L'offensive simultanée du PS et de l'UNARES contre le PTB montre qu'il s'agit d'une lutte entre deux voies dans le mouvement. Le PTB a propagé avec de plus en plus de succès la nécessité du refinancement. La conscience qu'il faut chercher l'argent dans les bénéfices des banques et du patronat gagne du terrain. Le PTB travaille à la solidarité des autres couches de la population. Par contre, le PS fait tout pour isoler les enseignants des travailleurs en les taxant de corporatistes et de privilégiés.

La détermination d'un nombre croissant d'enseignants et de jeunes trouve sa source dans cette conviction : les travailleurs ont assez payé, l'enseignement a assez donné, il est possible de trouver de l'argent chez les riches. Ils sont de plus en plus nombreux à s'organiser dans le PTB et Rebelle. Le PS enrage de ne pouvoir arrêter ce mouvement. Si les enseignants gagnent, tous les autres secteurs à qui on veut encore imposer l'austérité reprendront courage. Ceux - comme la SNCB - qu'on a réussi à mater, vont se rebiffer. La survie de la politique gouvernementale est en jeu.

L'enjeu est de taille. D'où l'appel à expulser le PTB, aux arrestations administratives, pour faire taire

cette voix anticapitaliste dans le mouvement. La plupart des dirigeants de celui-ci ne sont pas prêts à coopérer à ce sabotage de leur propre lutte.

La lutte contre la répression devient une partie intégrante de la lutte globale. La CGSP annonce la déposition de plaintes contre la police de Bruxelles. Des enseignants comme le professeur Swinnen également. Le Comité de la Trémie lutte pour l'arrêt des poursuites contre des manifestants et prépare leurs procès.

(1) De Morgen, 5.4. (2) Libre Belgique, 5.4. (3) Le Journal-Le Peuple, 4.4. (4) Le Soir, 5.4.

Vérités, mensonges et vidéos

Régis Dohogne, secrétaire général de la FIC (CSC) : «Les images ont confirmé que des gens tout à fait innocents, paisiblement assis, ont été matraqués. Des personnes m'ont raconté qu'elles n'avaient rien à voir avec l'enseignement, se promenaient sur le trottoir et avaient été embarquées par la police. Maintenant, qu'il y ait eu un certain nombre de provocateurs, c'est vrai, mais je ne vois pas ce qui permet d'identifier le PTB en cette matière». **Willem Miller - président de la CEMNL :** «Depuis deux, trois manifestations, les brutalités sont déclenchées sans qu'il y ait, nous semble-t-il, des raisons particulières. Nos affiliés ont constaté des brutalités abusives et intolérables sur des individus qui étaient manifestement des manifestants tout à

fait paisibles, qui n'ont rien provoqué, qui n'ont pas cherché l'affrontement».

La CGSP-enseignement : «dénonce avec fermeté les scandaleuses brutalités policières». Le bourgmestre de Bruxelles et le commissaire de police sont rendus responsables. Le syndicat «compte poursuivre les auteurs des brutalités pour coups et blessures volontaires». (Le Journal, 4,4,1996)

Johan Vande Lanotte, à la Chambre (4 avril) : « Pour la première fois dans notre pays, des manifestants ont utilisé des gaz lacrymogènes. C'est très grave». Faux. Manifestants et journalistes du Soir confirment : «Nous n'avons assisté à l'utilisation de spray lacrymogène que par des policiers en civil». Donc, la police ment et son chef donne l'exemple.

Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M.Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abréger les lettres.

Racisme à l'école de police

La presse a fait état de l'exclusion des cours de sept élèves de l'école de police de Bruxelles (ERIP) pour consommation et trafic de haschisch (Le Soir, 21 mars). C'est là que sont formés les énergumènes qui terrorisent les immigrés, mènent la répression contre les petits dealers de drogue et ont montré leur violence bestiale lors de la manifestation des enseignants et des étudiants, ce 21 mars et ce 2 avril. Cette école, m'a rapporté un de ses élèves, est gangrenée par le racisme. Il n'y connaît qu'un seul professeur non raciste. Du coup, celui-ci est appelé par les collègues et les élèves "l'ami des nègres". Les élèves agents d'origine étrangère sont soumis à des vexations racistes de la part des professeurs et des élèves. Certains professeurs expliquent que, lors d'arrestation d'immigrés, il faut éviter toute violence publique mais qu'on peut se rattraper dans les combis et au commissariat. Ils recommandent d'apprendre à donner des coups qui font mal et ne laissent pas de traces. L'élève termine : «J'en ai des cauchemars».

Jean Michaux
Bruxelles

Kris Merckx dans le CD de Robert Wyatt

J'ai découvert la curiosité suivante dont je veux faire profiter les lecteurs de Solidaire. Sous le titre "A good old manifesto", une citation de Kris Merckx sur l'ouverture des frontières illustre

le livret joint au CD- compilation "Going back a bit : a little history of Robert Wyatt". Cette citation, en anglais : «Les vrais antiracistes reconnaissent que la liberté illimitée des multinationales dans le monde entier (et maintenant aussi dans les pays de l'Europe de l'Est) est la cause de la misère dans ces pays. Face à la liberté de circulation absolue du grand capital, nous devons exiger la liberté de circulation absolue pour les travailleurs. La liberté des travailleurs de ces pays de fuir la misère, la faim et la guerre. K. Merckx» Ainsi, la diffusion des positions de notre parti prend parfois des chemins surprenants. Le musicien britannique Robert Wyatt a des fans partout dans le monde. Et selon un de mes amis, il est "le plus grand communiste" dans le monde de la musique (alternative).

Bert De Rijck
Heist-op-den-Berg

Opel : le stress et le rythme nous tuent

Je suis un des 7.200 ouvriers restant chez Opel Belgium (ex-General Motors). Nous avons été douze mille. Et aujourd'hui, nous fabriquons encore autant de voitures qu' alors ! Ce n'est plus supportable : le stress et le rythme nous tuent. Un collègue de la maintenance, Roger Caute-reels, a subi une crise cardiaque au travail. Il n'a pu atteindre l'hôpital. Ne pensez pas que ce soit le dernier cas ! En 1994, Opel Belgium a fait 1,9 milliard de bénéfices mais le patron dit toujours : la productivité doit augmenter, il faut produire plus avec moins de monde. Le chef d'équipe est venu nous déranger pendant la pause en annonçant : «Nous devons produire dix voitures de plus, avec le même nombre de gens. Il ne faut pas travailler plus durement, mais éliminer toutes les fautes, tous les problèmes.».

Leur objectif est de faire disparaître le "Repair" (la maintenance). Mais faire des erreurs est humain. Auparavant, à la fin de chaque section, il y avait trois hommes de maintenance, à même de résoudre chaque problème. Maintenant, le patron dit : la maintenance, c'est une perte, il faut l'éliminer. On détruit à nouveau des emplois et la surcharge de travail est rejetée sur notre dos. Nous n'en voulons plus ! La soif des bénéfices du patronat est l'ennemi des ouvriers d'Opel Belgium, de Sabena, d'Union Minière et de tous les autres. C'est le système capitaliste qui nous épuise. Fin de l'année passée, j'ai vu à la TV, dans une émission sur les élections en Russie, une image qui me restera longtemps. Un sans abri criait, plein d'enthousiasme : «A deux cent pour cent, je voterai pour les communistes !».

Un ouvrier d'Opel
Anvers

Maroc : libérez Jarir Nordine !

Depuis le 29 février 96, le détenu politique Jarir Nordine a entamé une grève de la faim non limitée. Nordine Jarir est un responsable de l'UNEM (Union Nationale des Etudiants du Maroc) à l'université de Fès au Maroc. Détenu depuis le 25 octobre 1991, condamné à dix ans de prison ferme pour ses activités syndicales. Après la grâce de 1994, dont il a été exclu, on a continué à violer la plupart de ses droits acquis, dont le droit à la visite, le droit aux médias, le droit aux soins médicaux... Puis, il a été transféré à la prison de Chefchaouen où il se trouve parmi des détenus de droit commun et où la situation est plus pénible encore. Nordine n'a cessé d'entamer plusieurs grèves de la faim pour améliorer sa situation et obtenir sa libération. A ses demandes il n'a reçu, de la part des autorités, que des promesses jamais réalisées. En plus, Nordine souffre de plusieurs maladies, dont des douleurs dans la mâchoire infé-

rieure. Malgré les revendications et le large soutien de différentes organisations des droits de l'homme, démocratiques et civiles, nationales et internationales, pour sa libération en même temps que celle des autres détenus politiques, les autorités semblent rester sourdes devant la demande d'appliquer les traités qu'ils ont eux-mêmes ratifiés. L'Association des Marocains pour les Droits de l'homme aux Pays-Bas déclare son soutien absolu à la lutte et aux revendications du détenu politique Jarir Nordine. Elle demande aux autorités marocaines d'intervenir pour mettre fin à cette situation insupportable et de libérer ces détenus politiques. Elle invite l'opinion publique et toutes les forces nationales et internationales à continuer et multiplier leurs efforts pour sauver la vie de Jarir Nordine.

Jamal El Kattabi
Association des Marocains
pour les Droits de l'homme
Amsterdam

Des écoles qui doivent se démanteler elles-mêmes...

Le conseil de la section "Sciences Commerciales et administratives" de l'Ecole supérieure d'Anvers a décidé de fermer le campus de Deurne-Anvers. L'Ecole supérieure d'Anvers "autonome" s'est créée par la fusion des écoles supérieures de la province d'Anvers. Aujourd'hui, après bientôt un an, il est clair que le statut autonome nuit fondamentalement à l'école supérieure démocratique. La fermeture du campus n'est qu'un pas dans la vague d'économies. Depuis la création de conseil de section, toutes les décisions sont prises dans ce cadre. Chaque section reçoit son enveloppe budgétaire de l'administration centrale de l'école supérieure d'Anvers. Tous les frais doivent être cou-

verts avec ce budget : personnel, logement, matériel... Mais l'enveloppe de toutes les sections est trop maigre. On économise sur le personnel : temporaires virés, départ progressif des plus de 55 ans. Les professeurs malades, les malades chroniques inclus, ne sont plus remplacés. Quand ils reprennent le travail, ils doivent faire des heures supplémentaires pour récupérer leurs heures. Entre-temps, on prépare déjà de nouvelles économies. Des plans très avancés prévoient la construction de grands auditoriums, pour 80 étudiants. On envisage d'intégrer plusieurs campus. Les quatre situés près du Musée des Beaux Arts d'Anvers seraient intégrés en un seul campus "Musée". L'introduction de l'autonomie et du financement par enveloppes dans l'enseignement secondaire doit être stoppée maintenant. Les écoles supérieures ont l'occasion de rejoindre maintenant le mouvement. Et de lutter ensemble pour le refinancement de l'enseignement, pour le retrait du décret sur les écoles supérieures et des plans du ministre Van den Bossche.

Kris Geuns
Beerse

Pensions : l'Office National nous vole

Depuis quelque temps, sur base d'une loi du 30 mars 1994, l'Office National des pensions nous vole une retenue de "solidarité". Cette retenue a été effectuée à partir du premier janvier 1995. Les retraités se sont regroupés, portant l'affaire devant les tribunaux du travail de Nivelles et de Wavre. Le juge a estimé que les pensionnés ont raison. Il a condamné l'Office National des Pensions à rembourser les retenues effectuées. J'ai aussi déposé plainte. Rassemblons-nous et grippons cette machine infernale !

Robert Mahaux
pensionné
Gilly

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il? Le PTB combat le grand capital : banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes : leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich : elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du "droit d'ingérence". En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international : la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine ; la construction du socialisme sous la direction de

Staline ; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée ; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste. Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelsstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent1 (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (041)64 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Chaussée des Prés 19, 4020 Liège (041)43 97 00 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Louvain (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Mons.** Rue de la Mottelette 18, 7033 Cuesmes (065)31 85 08 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (041)37 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gn.apc.org

Rédacteur en chef: Kris Merckx

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

1130

Nom et prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Commune: _____

Age: _____ Entreprise/Ecole: _____

- Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

Rencontres avec des immigrés de Schaerbeek

La Clé, le Centre de lutte pour l'Égalité, vous propose des rencontres originales à Schaerbeek. Claire Geraerts, médecin explique : «A pied, nous allons visiter quelques familles qui veulent bien nous accueillir dans leur maison, nous raconter comment elles vivent la double discrimination, les problèmes de logement, de violence policière. Nous discutons aussi avec des responsables de maisons de jeunes et nous parlons bien sûr avec des Belges habitant depuis des années dans ce quartier... Les rencontres se terminent autour d'un verre de thé à la menthe et de merveilleux biscuits, sur l'espoir que les participants tenteront de faire de leur entreprise une entreprise sans racisme, en travaillant avec la pétition d'Objectif, qui réclame les droits politiques égaux.»

Prochaines rencontres : 13 avril et 25 mai. Inscriptions : La Clé, chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles. Tél.: 02/245.98.50.

Ford efface les visages d'ouvriers noirs

La direction de Ford-Dagenham (Grande-Bretagne) a dû présenter ses excuses à six ouvriers d'origine étrangère pour racisme. En vue d'une campagne publicitaire, Ford avait fait photographier un groupe d'ouvriers de l'usine de Dagenham. Sur la photo figuraient des ouvriers blancs et des ouvriers noirs. Mais pour les affiches publicitaires destinées à la Pologne, Ford a fait remplacer les visages des noirs par des visages blancs. La direction «craignait que les visages noirs se soient pas très populaires en Pologne».

Le syndicat de Ford-Dagenham a immédiatement réagi. «Cet incident démontre à quel point le racisme est profondément enraciné dans notre société, a déclaré Bill Morris, secrétaire général du syndicat TGWU. Le changement apporté par la direction de Ford est une véritable humiliation pour les personnes concernées et pour tous les travailleurs de Ford.» Patricia Marquis, l'une des ouvrières dont le visage avait été effacé de la publicité a exprimé son humiliation et son indignation. Le syndicat a exigé et obtenu une indemnisation. Ford a dû verser 1.500 livres par personne. (Searchlight, avril 1996)

L'Espagne refuse d'extrader un nazi

Le général-major Otto Ernst Remer, un ancien nazi et négationniste de 83 ans, ne sera pas livré à l'Allemagne. C'est ce qu'a décidé un tribunal de Madrid. Remer s'était réfugié en Espagne en 1994, après une condamnation en Allemagne à 22 mois de prison pour avoir nié la réalité de l'holocauste. L'Allemagne avait demandé son extradition.

Remer a été arrêté à Malaga l'été 1994, mais a immédiatement demandé l'asile politique. L'Espagne la lui a refusée. La Cour suprême d'Espagne a pourtant refusé son extradition vers l'Allemagne, estimant que les motifs n'avaient pas de base légale. En effet, la loi espagnole ne contient aucune disposition interdisant l'incitation au racisme ou la négation de l'holocauste. La seule base légale pourrait être l'incitation au génocide. En outre, considère le tribunal, Otto Remer n'a pas effectué de déclaration de ce genre sur le territoire espagnol et il n'y a donc aucune raison de le poursuivre.

L'ancien nazi pourra couler des jours paisibles en Espagne. (Searchlight, avril 1996)

Torturé par des policiers

Turan aborde un policier... et se retrouve à l'hôpital !

«J'ai demandé à un policier pourquoi on avait arrêté mon frère. Il m'a frappé au thorax et m'a aspergé de lacrymogène». Le calvaire de Turan ne faisait que commencer...

Sofia El Ouadafi

Le jeune frère de Turan, Yosse (18 ans), a été surpris par trois policiers en civil en train de vendre du hash au coin de sa rue, le 17 mars. Il s'est fait embarquer. Un peu plus tard, les mêmes policiers viennent perquisitionner chez lui. Turan demande aux policiers des nouvelles de son frère. Réponse : des gaz lacrymogènes. Derrière lui, sa mère en reçoit aussi. Turan raconte : «Un autre flic me fait un crochet-pied. Je tombe; il me met les menottes. Ensuite je suis traîné par terre vers un véhicule. "On va t'arracher les couilles", disent-ils.

"Tu voulais notre mort fils de pute !", me dit un policier au premier feu rouge. Puis il me donne un coup de poing sur l'arcade sourcilière. Arrivés au bureau de police, le chauffeur du véhicule poursuit : "Nous allons te montrer comment nous on tape".»

«Tu n'es qu'un sale métèque et tu le resteras»

«Etourdi par le gaz, je tombe devant la porte. Un policier me



Turan a été torturé par trois policiers au commissariat de Schaerbeek. Ils lui ont cassé le nez.

donne un coup de pied dans les parties génitales. "On va jouer un peu avec toi", dit-il. Dans un bureau, ils me rouent de coups de pied dans les côtes et me projettent contre un meuble. "Assieds-toi fils de pute on va te parler", dit l'un d'eux. Il me demande le nom de mon frère pendant qu'un autre me donne un coup de pied à la poitrine. Le troisième policier me montre ma carte d'identité : "Où as-tu volé cette carte ? A qui ? Tu n'es qu'un bougnoule !" Puis il me frappe à la tête avec une chaise et me donne un nouveau coup de pied dans l'arcade sourcilière. Puis, avec un annuaire téléphonique, il me frappe à la tête et sur le visage. Je reçois encore un coup de genoux au visage. J'en aurai le nez cassé. Je suis menotté et n'ai aucun moyen de me protéger. Je saigne abondamment. Un des poli-

ciers dit à son supérieur : "Regarde le con, il a couru et s'est tapé la tête dans le bureau." Ils décident finalement d'appeler une ambulance. Un policier me donne encore un coup de pied à la jambe : "Voilà mon cadeau de départ". Les policiers m'accompagnent au service des urgences de l'hôpital de Schaerbeek et m'attachent au lit avec les menottes. Ils discutent avec la doctoresse et je crois comprendre qu'ils veulent me reprendre. Vu mon état, la doctoresse refuse et exige qu'ils m'enlèvent les menottes. Avant de partir, un des policiers me glisse à l'oreille : "Ne crève pas, on aura encore besoin de toi".» Turan est resté une semaine hospitalisé. La police a essayé à plusieurs reprises de l'emmenner. Mais dès que les policiers ont su qu'il avait un avocat et

porté plainte, ils ont cessé.

Ligne d'Alarme antiraciste. Vous êtes victime ou témoin d'un acte raciste ? Vous voulez porter plainte, dénoncer, aider La Ligne d'Alarme ? Contactez-la au 02/245 83 72. Adresse : Chaussée de Haecht, 276, 1030 Bruxelles (Scaerbeek).



1 Mai avec le PTB
Les jeunes : cibles de la police et de la gendarmerie
Forum de 16 à 17h30
Témoignages de Said Bouamama (Lille), Nourredine Iznazi (Paris, Sardenne Sadgui (Lyon), Rangeet (Londres), de jeunes de Bruxelles et d'Anvers. Débat animé par Gilles Martin (Rebelle).

Mon Samir (14 ans) a voulu se pendre

La police l'avait accusé à tort... Fatma, ouvrière, témoigne.

Sofia El Ouadafi

Fatma est ouvrière dans une grande entreprise bruxelloise. Ses journées commencent à 5 heures et se terminent à 17 heures. Elle gagne 43.000 Frs par mois : c'est peu pour élever cinq enfants. Son mari l'a abandonnée depuis longtemps. Un mercredi après-midi, son fils cadet, Samir, 14 ans, bavarde avec ses copains au coin de la rue. Une voiture de police s'arrête. Les jeunes sont contrôlés et embarqués. Ils sont accusés d'avoir griffé une voiture et d'avoir essayé de forcer une portière. Le propriétaire de la voiture les aurait vus de sa fenêtre. Samir et ses copains ne comprennent pas. Ils n'ont rien fait. Après deux heures d'inter-

rogatoire, ils sont relâchés. A la maison, Samir ne dit rien; il a l'habitude des contrôles de flics. Deux jours plus tard, sa mère reçoit une convocation de la police. Samir lui assure qu'il n'a rien fait. Fatma est persuadée qu'il ment et le traite de voyou. Il pleure. Au commissariat, Fatma recommence la même scène; elle raconte au policier ses difficultés pour élever ses cinq enfants. Elle demande qu'il mette son fils en prison pour «le remettre sur le droit chemin». Samir est atterré. Il se retranche dans le mutisme. De retour, Fatma s'énervait sur son fils, le giffle. Samir se réfugie à la cave. Quand Saïd, le fils aîné, rentre, Fatma lui demande d'administrer une correction à Samir. Saïd obtempère avec zèle. Dix minutes plus tard, Myriem,

la fille aînée, va voir ce que fait Samir dans la cave. Elle trouve son petit frère suspendu à un vieux câble de télévision, la figure toute bleue, les yeux exorbités. «Samir est mort !», hurle-t-elle. Mais a le bon réflexe de soulever son corps. Fatma habite heureusement près d'un hôpital. Samir est resté douze jours en soins intensifs. Fatma a si bien assimilé le discours raciste, qu'elle ne pouvait plus faire confiance à son fils. Elle raconte : «Je suis si fatiguée quand je rentre... Je n'ai plus le temps de parler avec mes enfants. On raconte que nous, les immigrés, sommes des voleurs, des profiteurs... Moi, j'ai 40 ans et j'en parais 50. Mes mains et mon dos sont abimés à force de

travailler. Ma grande angoisse est de voir mes enfants devenir des voyous. Je n'ai pas le temps de m'en occuper, ni de les aider à faire leurs devoirs. Je connais le désespoir de certaines femmes dont les enfants sont en prison ou drogués. Avant je pensais que si nos enfants sont trop gâtés, ils deviennent des voyous. J'ai compris aujourd'hui que je me trompe. Le problème c'est la misère, les difficultés de trouver du travail, le décrochage scolaire. Mais aussi l'isolement qui pousse certains de nos enfants sur de mauvais chemins... Pour que les enfants ne se retrouvent pas dans les rues, il faudrait mieux les encadrer. Je pense que c'est l'une des raisons qui pousse jeunes à vendre de la drogue.»

Pour un combat commun de la sidérurgie

Témoignages de syndicalistes de tout le pays :
Cockerill-Sambre Liège et Charleroi, Clabecq, Boël, Sidmar...

«Clabecq menacé, nous sommes tous concernés». Tel était le point de départ du meeting organisé par l'Institut d'Etudes Marxistes le 28 mars dernier à Tubize. Des délégués et travailleurs de Clabecq, Cockerill Sambre (Liège et Charleroi), Boël et Sidmar y sont intervenus. Dans ce dossier spécial, vous trouverez un résumé de ces interventions et discussions très riche...

Le 21 mars, Froidmont, le nouvel homme fort de Clabecq, a annoncé la suppression de 550 emplois et de la moitié de la production. Il veut ainsi fermer l'usine à petits pas car il craint l'explosion sociale.

Les ouvriers, eux, sont fiers de leur outil, de leur production. C'est toute leur vie qu'on veut détruire. On leur dit: «Clabecq n'est plus rentable». Pourtant, ils voient bien, dans le monde entier, qu'il y a un besoin énorme d'acier pour construire des machines, des tracteurs, des voitures, des bateaux qui peuvent faciliter la vie des travailleurs. Mais les capitalistes, eux, se foutent des besoins. Ils ne sont intéressés que par le profit. Ils ne savent plus vendre l'acier, car les gens n'ont pas assez d'argent à leur donner.

**"Tant que vous direz
"Non", ce sera "Non"**

A Clabecq, l'outil doit rester, l'emploi doit être entièrement préservé. Pas possible ? Un militant syndical de Cockerill, approuvé par un ancien ouvrier de Boël, le disait aux délégués de Clabecq: «Tant que vous direz "pas une perte d'emploi!", il n'y aura pas de perte d'emploi.» Et il ajoutait: «J'ai été en Allemagne. Le patronat devait fermer une usine sidérurgique. Il avait le choix entre deux usines: l'une dominée par une mentalité réactionnaire, acceptant la logique concurrentielle, jamais de grève. L'autre, en Allemagne de l'Est, était une usine rouge, combative, on savait que ses ouvriers ne se laisseraient pas faire.

Clabecq en danger, nous sommes tous concernés !

Lorsqu'il est voulu fermer Tubize, nous sommes tous concernés.
Lorsqu'il est voulu fermer le Haut Fourneau 5 de Charleroi, nous sommes tous concernés.
Lorsqu'il est voulu fermer Clabecq, nous sommes tous concernés.
Lorsqu'il est voulu fermer Boël, nous sommes tous concernés.
Lorsqu'il est voulu fermer la Cockerill-Sambre et Sidmar, nous sommes tous concernés.

Reproduit de l'Affiche publiée par le PTB

**Ça suffit, oui à l'unité
des bassins**

Unité de tous les sidérurgistes de Belgique.
Aucune fermeture d'outil,
Aucune perte d'emplois.
Ni à Clabecq, ni ailleurs.

**Faisons payer les barons
de l'acier (Albert Frère,
la Générale, Dessy, Boël...)**
Nationalisation sans
indemnisation de toute
la sidérurgie belge



Clabecq, Cockerill, Sidmar, Boël, la Générale, Dessy, Boël...
des sidérurgistes.

PTB

"Que deviendront nos enfants?" dit une maman, épouse de sidérurgiste. Un ouvrier ajoute: "C'est toujours le même chantage : une fois, ils nous prennent les 10%, maintenant, ils veulent mettre une partie à la porte. On va vers la ruine sociale. Mais faites attention à la colère des travailleurs !" Oui, faites attention, car nous en avons assez. Mais cette colère des travailleurs ne pourra vaincre que s'ils sont unis. L'affiche ci-dessus est un appel à la lutte, à l'unité, à la solidarité.
Diffusez-la autour de vous (voir bon en dernière page).

Eh bien, la bourgeoisie a choisi de fermer la première car ce dont elle a peur par-dessus tout, c'est de la lutte."

Tout au long de ces quatre pages, vous trouverez des témoignages concrets montrant à tous les sidérurgistes qu'il faut rejeter la logique égoïste : «Si Clabecq ferme, cela ira mieux à Boël ou à Sidmar». Non, au contraire, dès maintenant, il faut se mobiliser pour la lutte qui s'annonce à Clabecq.

**Pourquoi Collignon
affirme qu'il n'a pas
cinq milliards**

Collignon, ministre PS, affirme qu'il n'a pas cinq milliards. Comme Laurette Onkelinx assure qu'elle n'a pas un balon pour l'enseignement. Voilà qui montre la faillite complète du PS : il prétend défendre l'emploi, mais ne fait que le massacrer. Il prétend s'occuper des plus faibles, mais jette des centaines de gens dans la rue. Avec quel avenir ?

«Il faut mettre l'argent dans des usines modernes qui en valent la peine». Ils nous ont chanté la même chanson avec Fabela, les mines ou Cockerill-Sambre. Depuis 1980, depuis que le PS parle de reconversion, le chômage a grimpé à 600.000 personnes. Pendant ce temps-là, Arbed accumule 3,7 milliards de bénéfices et a licencié 2.700 ouvriers. Comme Cockerill : 3,5 milliards pour les six premiers mois de 1995. Albert Frère, actionnaire à Clabecq via Cobepa, roule sur l'or. Et Dessy n'est pas au CPAS.

De l'argent, il y en a. Il faut le chercher. Et il faut contraindre l'Etat à exproprier tous ses barons de l'acier.

**Des témoignages
qui permettent de
répondre à la question
"Peut-on gagner ?"**

Les témoignages de ce journal montrent qu'il existe une volonté de lutte commune, de solidarité parmi les sidérurgistes. De plus, le climat actuel, dans l'enseignement et le privé, montre que l'année 1996 sera une année de luttes. Soutenir le combat pour le maintien de Clabecq, c'est déjà préparer dans la pratique la lutte contre le "Contrat d'avenir pour l'emploi", la catastrophe anti-salaires et anti-emploi que nous prépare Dehaene. Et dans ces luttes, vous pourrez compter sur le PTB !

Sidmar, usine flamande avec patrons allemands et polonais...

Dirk Goemaere, ex-délégué Sidmar : le patronat utilise le nationalisme pour nous diviser

Dès le début, on tenta d'insuffler le nationalisme flamand aux ouvriers de Sidmar...

On leur disait que Sidmar était une usine flamande, bien que les patrons portent des noms allemands, luxembourgeois, ou polonais. Le but était de diviser les sidérurgistes face aux restructurations prévues.

En Flandre, les ouvriers admirent beaucoup le syndicalisme wallon. Lorsque les grandes restructurations ont commencé en Wallonie, au sein du syndicat, on a reculé devant le nationalisme flamand. Les patrons voulaient nous faire croire qu'il fallait maintenir la division des bassins sidérurgiques, car sinon les Wallons engloutiraient tous les fonds. On nous disait qu'il était normal qu'on restructure la sidérurgie wallonne, car elle était "vétuste", alors que Sidmar était une usine "moderne". Pendant des années, de telles idées ont dominé les esprits.

Mais dès 1986, on sent aussi à Sidmar que les choses changent à cause de la crise. La direction commande un audit à McKinsey, qui conclut qu'il y a sept cents personnes de trop. Les travailleurs réagissent : «Impossible, l'usine ne



Les sidérurgistes ont déjà fait trembler les capitalistes. Lorsqu'ils étaient unis...

pourra fonctionner». Un an plus tard, la direction introduit la "qualité totale". Les travailleurs disent : chez nous, ça ne passera pas, nous ne sommes pas des Japonais. Mais progressivement, les ouvriers se rendent compte que la direction a un plan global à long

terme visant à restructurer toute l'usine face à la concurrence. Tout à coup, la "sidérurgie vétuste de Wallonie" est devenue un concurrent redoutable qu'il fallait rattraper en acceptant des sacrifices. En 1993, à l'occasion du Plan global, le Wallon Choquet de Boël

et le Flamand Matthijs de Sidmar écrivent à Dehaene pour lui dire que les salaires sont 20% trop élevés dans la sidérurgie belge. En même temps, à Sidmar, Matthijs exige une réduction salariale de 10% et l'introduction de la sous-traitance pour faire face à la



Dirk Goemaere

concurrence. Cette fois, les ouvriers ont compris la manoeuvre. Aussi, ils sont plusieurs centaines à toutes les actions contre le Plan global fin 1993.

Je crois important de constater que les gens ont beaucoup appris, sont capables de surmonter le nationalisme et de s'unir. La bourgeoisie a compris le danger. Même au conseil d'entreprise, le directeur polonais de l'usine "flamande" a lancé la discussion sur Clabecq : «Cette usine est évidemment condamnée et devra fermer». Il veut éviter que les syndicalistes et les ouvriers de Sidmar s'unissent à ceux de Clabecq. Donc, je félicite les syndicalistes de Clabecq pour leur manifestation de solidarité : dix mille personnes ! Plusieurs ouvriers et délégués de Sidmar étaient présents, ainsi que le secrétaire CMB de Gand.

Notre unique force : l'unité active de tous les bassins

Antonio Zaffuto, délégué FGTB des Forges de Clabecq :

Dans sa première version, l'audit effectué par la société Laplace Conseil dit "scientifiquement" : il n'y a rien de valable aux Forges de Clabecq. Mais après notre manifestation de février qui a rassemblé dix mille personnes à Tubize, l'audit revient sur ses pas en disant que tout n'est pas mauvais, qu'il y aurait peut-être moyen de faire quelque chose et, petit à petit, ils se mettent à nous expliquer qu'il vont essayer de sauver les Forges de Clabecq. En réalité, ils sont en train de les fermer petit à petit. Ils veulent faire croire qu'en travaillant à dix postes (une réduction de moitié) et en limitant la production

à la moitié, on va pouvoir sauver l'usine et que grâce aux économies ainsi réalisées (un milliard par an) on pourra remonter la pente. Une autre idée qu'on veut faire passer, c'est que si Clabecq ferme, cela ira mieux pour les autres bassins. Alors que l'audit de Laplace Conseil indique bien que la restructuration de l'ensemble de la sidérurgie est indispensable. La maladie de la vache folle semble frapper les politiciens, mais aussi certains syndicalistes. Des responsables syndicaux, dans l'enseignement, à la SNCB et ailleurs, disent qu'il faut troquer l'emploi contre le salaire. Sacrifier une indexation

salariale ou accepter 10% de restriction salariale permettrait de créer de l'emploi. C'est très grave, parce que cela démontre que l'idéologie de Monsieur Dehaene qui prétend que les travailleurs sont des privilégiés a son influence dans les rangs syndicaux. C'est nier aussi que si on continue sur cette voie de la compétitivité il n'y aura plus d'avenir pour les jeunes et pour nos enfants.

L'unité et la solidarité active de tous les travailleurs, de tous les secteurs, de tous les bassins confondus est notre unique force."

Pourquoi nous demandons les 5 milliards

Lorenzo Butera, délégué FGTB Clabecq :

Quand nous disons que nous voulons cinq milliards de la Région wallonne, ce n'est pas pour faire payer le contribuable, ni les travailleurs de Cockerill. C'est pour obliger les politiciens à récupérer l'argent chez tous ces capitalistes qui se

sont remplis les poches mais ont laissé un outil exsangue financièrement. Nous avons besoin de la solidarité de toute la sidérurgie, pas uniquement pour sauver les Forges de Clabecq, mais pour sauver tous les emplois que les capitalistes veulent absolument éliminer pour assurer leurs bénéfices.

Les ouvriers de Charleroi refusent les pertes de salaires

Un sidérurgiste de Charleroi : Les travailleurs de Cockerill Sambre Charleroi ont donné un fameux coup de pied dans la fourmière : ils ont rejeté une proposition de diminution du temps de travail (37 à 36 heures) avec perte de salaire (2%). L'idée de Jean Gandois est de lancer des essais de réduction du temps de travail payés par les travailleurs; c'est aussi la voie suivie par le

patronat, la Région wallonne et le gouvernement Dehaene. La victoire des sidérurgistes de Charleroi est donc un exemple pour l'ensemble du pays.

Pourtant, la pression a été forte. On nous a annoncé qu'il y avait une assemblée pour l'embauche de 51 jeunes. Nous y sommes allés sans savoir qu'il était question de nous retirer 2% du salaire. En

arrivant, nous avons remarqué la présence massive des médias et des 51 jeunes. Ceux-ci étaient interviewés. Puis, il y eut le bulletin de vote et ses questions pièges et culpabilisatrices : «Oui, je suis pour la solidarité et l'engagement des jeunes. Oui je suis d'accord de cofinancer cinq jours de congé par an. Non à la solidarité, non à l'embauche, non à la réduction du temps de travail cofinancé».

Ils nous ont dit : «votre décision fera date dans l'histoire de ce pays». Et c'est vrai que si les travailleurs de Cockerill avaient accepté cela, ils auraient été un fer de lance du démantèlement des acquis sociaux. Mais les ouvriers ont rejeté la proposition à 50,47%. Dès l'annonce du résultat, la presse s'est déchaînée en dénonçant le "manque de solidarité" des travailleurs, accusés d'être respon-

sables du licenciement des 51 jeunes.

Le PTB a alors organisé un référendum aux portes de l'usine pour que les sidérurgistes puissent s'exprimer pour une réelle solidarité : celle de la réduction du temps de travail à 35 heures, sans perte de salaire et avec embauches compensatoires. Une proposition qui a recueilli 80% des suffrages des cinq cents participants.

Défendre l'outil

Marcel Staquet tire les leçons de la grève à Boël



Marcel Staquet,

«J'ai vécu jour après jour la grève de l'hiver 1993-94. C'était la première fois qu'en sidérurgie, deux mille ouvriers arrêtaient le travail pendant deux mois pour le maintien de l'outil. Finalement, le four à coke et l'agglomération ont été fermés, mais les travailleurs ont gagné sur la question de l'emploi et de la sous-traitance.

Était-il possible d'aller plus loin et de gagner sur la question de l'outil ? Je pense que oui. Mais pour cela, il fallait briser avec le prétendu "réalisme" du PS. Durant les deux premiers mois, les délégués FGTB et CSC ont défendu le maintien de l'outil. Durant toute cette période, une



telle attitude a mobilisé les travailleurs. C'est quand on a lâché cette revendication que la mobilisation s'est relâchée.

Le PS a fait pression pour nous faire abandonner la lutte. Les dernières semaines, les idées du PS ont repris le dessus dans la

délégation. On disait : «Si Boël doit garder un four à coke et l'agglomération, cela signifiera la fermeture à terme de l'entreprise car elle ne sera plus concurrentielle». Or, ce ne sont jamais les revendications et la grève qui mènent à la fermeture, mais bien

la concurrence et la crise du système capitaliste. C'est donc aux capitalistes de payer ! Pour sauver l'emploi en sidérurgie, pour être réaliste du point de vue ouvrier, il est indispensable de lutter pour le maintien de l'outil.»

Nationaliser la sidérurgie ?

Alphonse Belot (ex-délégué Clabecq) et Johnny Coopmans (PTB)



Johnny Coopmans (Commission sidérurgie PTB)

Le PTB défend la nationalisation sans indemnisation de l'ensemble de la sidérurgie belge. Cette revendication n'est pas nouvelle. Alphonse Belot fut délégué principal FGTB des Forges de Clabecq dans les années 70. Il a déclaré : «Je rappelle que la nationalisation du secteur était défendue dans



Alphonse Belot (ancien délégué FGTB - Clabecq)

les années 70. Au sein de la CMB (Centrale des métaux FGTB), cette revendication a créé l'unité des travailleurs du pays, aussi bien d'est en ouest que du sud au nord. Y compris chez les camarades de Sidmar, que j'ai très bien connus puisque je suis allé leur rendre visite plus d'une fois au début de

l'activité de l'entreprise. Mais je suis totalement opposé à la mise sous statut public qui a finalement été appliquée et qui consiste à socialiser les pertes».

Johnny Coopmans, de la Commission sidérurgie du PTB, est aussi intervenu sur cette question de la nationalisation : «Il y a en effet deux sortes de nationalisations possibles dans un Etat capitaliste. Celle qui a été appliquée en sidérurgie, notamment par le PS, est la nationalisation bourgeoise. L'Etat a utilisé d'énormes sommes d'argent, qui viennent de nos contributions, pour liquider deux-tiers de l'emploi du secteur et enrichir quelques capitalistes. Résultat : Albert Frère, qui était un petit marchand de mitraille à Charleroi, figure aujourd'hui parmi les capitalistes les plus puissants du pays.

Il faut en tirer de justes conclusions : non pas s'opposer à la nationalisation en général, mais définir les conditions dans lesquelles la nationalisation serait vraiment un coup porté au capitalisme. Il s'agit de constituer un fonds pour éponger les dettes et garantir le maintien de l'outil et de l'emploi. La Commission sidérurgie du PTB va approfondir son étude sur cette question: il s'agit de fixer homme par homme, groupe par groupe, banque par banque, qui s'est enrichi sur le dos des travailleurs de la sidérurgie et de combien. C'est à ceux-là de payer.

Il faut également faire le bilan de ce qui a été appliqué lors de la mise sous statut public de la sidérurgie. Les syndicats avaient obtenu des comités de contrôle par bassin. Mais on n'a pas éjecté les représentants du capital privé, on leur a offert des salaires de millionnaires plutôt que de leur donner un salaire d'ouvrier, on n'a pas rendu publiques les décisions stratégiques d'investissement, etc. La nationalisation défendue par le PTB vise à faire payer les capitalistes et à maintenir l'outil et l'emploi. Mais elle doit aussi s'accompagner de mesures démocratiques importantes. De ce point de vue, on peut dire que les comités de contrôle ont complètement échoué dans leur tâche.

Les prépensions...

Pour préparer la fermeture de l'usine sans provoquer ce qu'il craint par-dessus tout, la grève qui empêcherait de supprimer l'outil et l'emploi comme en 1992, le nouveau boss de Clabecq, Froidmont, insiste sur le fait qu'il n'y aura pas de licenciements secs.

Un délégué de l'aciérie de Cockerill-Chertal : «Nous avons connu beaucoup de restructurations où on a pris en otage certaines personnes prépensionnables. Grâce au combat des travailleurs et de la délégation syndicale, nous sommes parvenus à maintenir tous ces postes de travail, parce que tous ont refusé à un moment donné de partir.

Le problème qui se pose aujourd'hui ne concerne pas seulement Clabecq, mais toute la sidérurgie. Hier, c'était Boël; aujourd'hui c'est Clabecq; il y a deux ans c'était Cockerill. Et demain ce sera peut-être Sidmar. Tous sont concernés par la restructuration de la sidérurgie européenne et pas mal d'emplois sont menacés. Il est grand temps que tous ensemble nous luttons pour le maintien de cet emploi. Les prépensions sont acceptables si c'est pour mettre des jeunes au travail, non pour supprimer des emplois.»

...une arme redoutable

Marcel Staquet (Boël) : «Je suis prépensionné depuis trois ans. Beaucoup de copains qui ont pris leur prépension volontaire le regrettent aujourd'hui. Dans mon cas, ma prépension a été fixée à 46.000 F par mois. Cette année je dois rembourser 78.000 F aux contributions. Quand je fais mon calcul, je touche 13% de moins, ce qui me fait moins de 40.000 F par mois. Il ne faut pas avoir des enfants aux études, ni des problèmes de maladie. C'est pourquoi je m'adresse à tous les prépensionnables : "Réfléchissez, avant de prendre cette décision !" En outre, j'ai accepté dans l'idée que je serais remplacé par un chômeur. Au lieu de me remplacer, ils ont encore supprimé du personnel dans mon service. Camarades, la prépension, c'est du chômage déguisé !»

Pendant l'émission TV de la RTBF, la semaine dernière, des travailleurs, présents aux Forges de Clabecq parfois depuis vingt ou trente ans ont dit : «Même si on nous offre de partir en prépension et malgré les conditions pénibles de travail et nos craintes pour l'avenir, nous voulons d'abord et avant tout que notre outil de travail reste intact et continue à fournir de l'emploi à nos enfants».

Effectivement, les prépensions et les départs "naturels" c'est quand même 600 emplois en moins alors qu'il y a tant de chômeurs dans la région.

La solidarité des cheminots de la gare de Clabecq

Une délégation de cheminots locaux avait tenu à présenter son message de solidarité :

«Nous sommes ici en front commun CSC-CGSP. Nous voulons dire deux choses: 1. Nous luttons à la SNCB pour la semaine de 32 heures sans perte de salaire et avec embauches compensatoires. En Belgique, le plein emploi est tout à fait possible. Seulement les patrons n'en veulent pas. Ils préfèrent qu'il y ait une grande réserve de main d'oeuvre au chômage.

2. Nous nous tenons à la disposition de la délégation syndicale des Forges de Clabecq dans leur combat. Dès à présent, des gens de chez nous sont sans emploi à cause de la crise à Clabecq.»

Cockerill Sambre : laminé d'ici 2002

Un délégué de Cockerill Sambre - Liège : «La direction de Cockerill Sambre, Jean Gandois en tête, a lancé un plan pour accumuler 35 milliards d'ici 2002. Ces 35 milliards coûteront des restructurations sans fin. M. Lecomte, directeur d'exploitation de Cockerill Sambre, a déjà annoncé que

d'ici 2002, l'entreprise tournerait avec trois mille travailleurs. Cela signifie que d'ici cinq ans, après toutes les pertes d'emploi qu'on a déjà connues, la moitié des postes disparaîtraient dans les deux bassins (il y actuellement quatre mille travailleurs à Liège et deux mille cinq cents à Charleroi).

Cela impliquera aussi une augmentation de la flexibilité; le four électrique qui vient de démarrer à Charleroi, par exemple, a coûté 180 emplois. Alors que ça pourrait diminuer le travail de nuit, le but de la direction est de l'augmenter pour profiter des tarifs réduits d'électricité».

Les trois conditions pour vaincre

Marcel Staquet, prépensionné de Boël : "J'ai connu le PTB pendant la grève"

«Je travaillais à Boël depuis 36 ans. C'est pendant la grève de l'hiver 93-94 que j'ai connu le PTB. Puis, j'y ai adhéré. En discutant nous avons tiré plusieurs leçons...

A l'avenir, nous pouvons gagner la lutte pour l'outil, à trois conditions: 1° Briser la logique réformiste et le prétendu "réalisme" du PS. 2° Créer un front des sidérurgistes face au front patronal. 3° Renforcer le PTB partout en sidérurgie pour arriver à réaliser cette solidarité.

La preuve qu'on aurait pu gagner ? Le patronat de la sidérurgie avait très peur d'un élargissement de la grève et a fait bloc avec Boël. Cette peur des patrons montre quelle force les sidérurgistes détenaient s'ils réalisaient un front, eux aussi. Ils doivent surmonter leurs divisions. Les patrons sont organisés au niveau européen et mondial, pourquoi pas nous ? Aujourd'hui que les Forges de Clabecq sont menacées, il faut une grève commune de tous les sidérurgistes pour l'emploi. Non seulement aux Forges de Clabecq,

mais dans toute la sidérurgie. Pour gagner, il faut renforcer le PTB. Et ainsi réussir à organiser la solidarité dans toute la sidérurgie au-delà des bassins. Il faut que les cellules du PTB soient renforcées partout. Nous avons ce soir la démonstration que le PTB réunit les travailleurs de toutes les entreprises de la sidérurgie. Pour réaliser leurs revendications les ouvriers et les délégués ont besoin de ce parti. Le seul qui combatte la logique patronale.

Je veux témoigner aussi que durant la grève, le PTB a tout mis en oeuvre pour la faire réussir. Sans les tracts du PTB les ouvriers n'auraient pas connu les richesses de Boël, actionnaire dans d'importantes sociétés. Durant la grève, l'amicale du PTB a lancé l'initiative de partir en groupe à Carlam pour demander la solidarité. Seul ce parti politique a organisé la solidarité. 150.000 F ont été récoltés en Flandre et en Wallonie. Des cars sont venus de Flandre. Ca, les délégués de Boël ne l'avaient jamais vu. Je conseille à tous les camarades d'être membres du Parti du Travail de Belgique et de s'abonner à Solidaire. Car c'est avec l'enseignement du PTB que nous arriverons à combattre l'injustice du capitalisme.»



Eko-Stahl prouve la supériorité du socialisme

Un ouvrier de Cockerill Sambre - Charleroi :

Le PTB a organisé récemment un voyage à Eko Stahl, cette entreprise sidérurgique "wallonne" d'Allemagne de l'Est. Le séjour a permis de discuter du démantèlement

de l'emploi dans la nouvelle filiale de Cockerill Sambre. Mais aussi de la sidérurgie et des conditions de vie avant la chute du Mur, dans le système socialiste.

L'Etat est-allemand avait décidé de construire Eko-Stahl pour se doter d'une sidérurgie indépendante, puisque toute la sidérurgie était localisée dans la Ruhr, à l'Ouest. Ils ont créé non seulement l'usine mais également toute une ville autour. Chez nous, par contre, un patron construit son usine et débrouille-toi pour le reste.

J'ai discuté avec les habitants. Quand une restructuration était appliquée dans l'usine, les ouvriers concernés obtenaient un autre travail et conservaient leur salaire. Une restructuration, dans la société socialiste, c'est une amélioration qui profite à l'ensemble de la société et ne pénalise pas les travailleurs.

Pas de gros salaires en ex-RDA, mais presque tout était gratuit. Le prix du pain n'a pas bougé pendant trente ans. Alors qu'ici, tous les deux mois, on se demande ce que le boulanger nous veut. Les transports en commun étaient pratiquement gratuits alors que, maintenant, ils sont hors de prix et de plus en plus rares. Idem pour tous les produits de base : eau, électricité, poubelles, tout était quasi-gratuit et devient payant comme ici. Le système d'enseignement offrait une chance égale à tous. Pas de réseaux A,B ou C, riches et pas riches. Et le prix des livres était symbolique.

A 16 ans, un jeune pouvait avoir son contrat d'apprentissage en poche, il allait en entreprise, on le

formait et il avait sa place. Maintenant, ils connaissent les mêmes problèmes de chômage qu'ici. Tout ce qui faisait la qualité de la vie en Allemagne de l'Est a disparu, il ne reste plus que l'exploitation, le "chacun pour soi". Aujourd'hui, les habitants peuvent comparer et ils sont bien décidés à revenir au socialisme.

La filiale est-allemande d'une multinationale wallonne

Selon Robert Collignon, la sidérurgie wallonne est menacée par l'acier d'Europe de l'Est. Mais la Région wallonne qu'il préside est l'actionnaire principal de Cockerill, qui contrôle elle-même Eko-Stahl à 82%. Ce sont les milliards de la Région wallonne qui ont permis à la multinationale Cockerill Sambre de damer le pion à Krupp, Preussag et à une série d'autres entreprises allemandes pour racheter d'Eko Stahl. Ces milliards, la Région wallonne risque de ne jamais les récupérer puisque les socialistes wallons (y compris Libert Froimont, l'administrateur délégué de Clabecq) veulent privatiser Cockerill Sambre. Eko-Stahl serait donc privatisée deux fois! Au profit des travailleurs est-allemand ? Pas du tout, l'emploi a été massacré à Eko, et ceux qui restent reçoivent un

salaire de misère, afin que la filiale rapporte un profit substantiel à la multinationale privatisable. L'exemple d'Eko-Stahl est l'occasion pour tous les sidérurgistes de s'interroger sur le rôle de l'Etat en matière de politique industrielle. L'Etat est-allemand a créé Eko-Stahl pour satisfaire les besoins du pays en acier, dans le cadre d'une industrie de plein emploi. Collignon, lui, ne veut satisfaire que les intérêts de quelques capitalistes. Et pour cela il veut liquider Clabecq et privatiser Cockerill Sambre, ce qui entraîne des pertes d'emploi dans les deux entreprises. Les travailleurs de la sidérurgie peuvent inverser la tendance en luttant pour la nationalisation du secteur, aux frais du patronat.



Au 1er mai PTB

Voulez-vous discuter avec les délégués d'Eko-Stahl ? Socialisme, lutte contre la démolition de la sidérurgie (Allemagne et Europe), solidarité internationale... Venez à la fête du 1er mai du PTB, dès 11 h à la VUB, av. de la Plaine, Bruxelles. Rencontre avec les délégués Eko-Stahl: 18 h au stand sidérurgie du PTB

Oui, je veux participer

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal Commune _____

Téléphone Entreprise _____

0 je veux ... exemplaires de l'affiche "Soutenez la lutte des travailleurs de Clabecq"

0 je veux ... exemplaires de l'affiche "Clabecq en danger, nous sommes tous concernés!"

0 je veux participer au collage des affiches

0 je veux ... exemplaires de l'autocollant du PTB

0 je veux participer à une rencontre

0 avec des ouvriers de Clabecq

0 avec des délégués d'Eko-Stahl

0 je veux organiser une soirée de soutien aux travailleurs des Forges de Clabecq

0 chez moi

0 dans mon quartier

0 à mon usine

0 je veux participer à une rencontre avec des sidérurgistes de Cockerill-Sambre, Sidmar, Clabecq, Boël

0 je veux participer à la diffusion d'un toutes-boîtes dans la commune de Tubize

0 je veux recevoir Solidaire gratuitement 5 semaines,

0 Je veux soutenir financièrement la campagne en versant ... FB au compte 001-1151486-75 du Fonds de Soutien PTB (avec la mention "campagne Clabecq")

A renvoyer au PTB, Bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles